

bulletin d'information

du maroc

Sommaire

EDITORIAL

-L'Union Nationale
Pour quel faire?.....1

LA REVOLUTION DE MARS 65

- La fin du grand leurre...4
- L'UNT et les journées
de Casablanca.....10

LES PROBLEMES ECONOMIQUES

-Bilan dramatique de la
situation économique et
sociale en 1965.....13

SOLIDARITE INTERNATIONALE..24

REVUE DE PRESSE35

LE MAROC AU FIL DES JOURS

-Chronologie des
événements.....62

MAI 1965

3

UNION NATIONALE
DES FORCES POPULAIRES

E D I T O R I A L

L ' U N I O N N A T I O N A L E

POUR QUOI FAIRE ?

Si le climat est empreint d'une relative détente, par suite des mesures de libération, encore incomplètes, dont bénéficient les détenus politiques, ce climat invite aussi et surtout à la réflexion.

C'est aujourd'hui un lieu commun de dire que cinq années de gestion gouvernementale ont abouti à une situation catastrophique. Nos prévisions les plus pessimistes sont dépassées dans tous les domaines de la vie nationale. Le Chef de l'Etat lui-même l'a reconnu, dans son discours du 29 mars dernier, après les événements sanglants de Casablanca.

On peut donc considérer comme un fait positif si l'on peut s'exprimer ainsi, cette unanimité nationale, qui s'accorde enfin, à ouvrir les yeux devant une réalité dramatique: baisse continue du niveau de vie depuis plusieurs années, accroissement de la misère et du chômage, fermeture des entreprises, dégradation sans précédent du système administratif, généralisation de la corruption, népotisme, incompetence et irresponsabilité.

Les institutions dites représentatives, qui ont été mises en place afin d'institutionnaliser une situation et une politique foncièrement anti-populaires, sont là pour donner la mesure des erreurs graves qui ont été commises. En tout, il est certain, que de telles institutions, sont incapables de faire face à la situation. Là encore, le

Chef de l'Etat lui-même, reconnaît, dans le même discours du 29 m... leur inutilité.

Comment donc en sortir?

Il semble que l'on n'ait rien trouvé d'autre que de recourir aux vieilles recettes, préconisant l'unité nationale ou l'union nationale. Partout, depuis quelques jours, la formule est présentée à l'opinion, comme le remède magique, capable d'extirper tous les maux dont souffre le pays.

Et c'est là que l'on semble s'orienter dans une fausse direction.

L'expérience a montré que les gouvernements d'Union Nationale, sont par définition même, des gouvernements de compromis, d'absence d'efficacité, voire même de paralysie.

Il y a d'abord l'hétérogénéité des hommes qui la composent avec les calculs particuliers à chacun d'eux, et les méthodes différentes, voire opposées, qui les caractérisent. Sans parler des féodalités administratives déjà installées qui n'auront d'autre préoccupation que de se maintenir.

Il y a aussi l'absence d'homogénéité quant au programme gouvernemental. Bien sûr, on parle d'un programme minimum qui serait le point de rencontre des programmes de tous les participants. Une telle façon de voir les choses, laisse de côté les problèmes fondamentaux, pour ne s'attacher qu'à des formules creuses ou contradictoires. Un programme, de tout le monde, n'est en fait le programme de personne. Ce n'est même pas un programme du tout.

De plus, établir une liste de têtes de chapitres, auxquelles chacun donne le sens qui lui convient c'est établir une charte de l'impuissance, des discussions interminables et oiseuses, et c'est finalement aboutir à l'immobilisme, c'est-à-dire à l'aggravation de la situation actuelle.

Enfin, sans jeter à priori l'exclusive sur personne, l'Union Nationale des Forces Populaires souhaiterait bien connaître les raisons qui mènent certains groupements ou hommes politiques à devenir les tenants acharnés de l'Union Nationale. Ces hommes et les groupements auxquels ils appartiennent ont eu la responsabilité du pouvoir pendant

ces dernières années. Leur gestion a abouti à la situation dramatique que vit le peuple marocain. Ils ont eu une Constitution, un Parlement que nous n'avons pas voulu. Ils ont eu les élections truquées qu'ils souhaitaient, la majorité numérique qu'ils voulaient.

Il n'y a pas eu instabilité gouvernementale, mais bel et bien continuité. Continuité dans la régression, dans la dégradation, mais tout de même continuité. Il y a quelques jours ils viennent de voter le Plan Triennal, et ont refusé, avec le même automatisme grégaire la réforme agraire.

S'agit-il pour eux de renier tous leurs actes, en préconisant aujourd'hui l'Union Nationale?

la Révolution de Mars 65

LA FIN DU GRAND LEURRE

Depuis le début de la répression systématique dirigée par le gouvernement royal contre l'UNFP-et il convient de rappeler que ce début marquait seulement le point d'aboutissement de provocations policières de toutes sortes - nous n'avons cessé de tenir l'opinion internationale au courant de l'évolution de la situation au Maroc!

Nous avons persisté aussi à attirer l'attention sur la conjugaison que nous considérons fatale entre l'intensification de la répression et la poursuite tétue d'une politique de véritable sous-développement si scandaleusement avantageuse pour la poignée d'hommes au pouvoir!

L'étranger était ainsi au fait de ce qui se déroulait effectivement au Maroc, grace aux données vérifiables publiées par nos journaux et reprises par les numéros précédents du Bulletin. L'opinion intérieure s'élevait à une conscience des problèmes de plus en plus juste et globale, conscience que vinrent alimenter nos dénonciations la preuve chaque jour plus contraignante que le pouvoir évitait les vrais problèmes et fuyait les seules solutions qui s'imposaient.

MARS 1965 EST VENU DENONCER L'INCONSCIENCE CHRONIQUE ET CRIMINELLE DES RESPONSABLES; ils étaient les seuls à demeurer "hors du coup". Voici ce que l'un d'eux osait dire à la veille même de la terrible semaine sanglante :

" Les masses populaires dont ils parlent, n'existent que dans leur imagination... Le peuple marocain, partout dans le pays, ne donne aucun signe de mécontentement... Bien au contraire! D'ailleurs, la politique ne l'intéresse pas; les agitateurs de l'opposition peuvent continuer longtemps à prêcher dans le désert..." (1)

(1) Cité par Libération n 30;31 Mars-6 Avril 1965
Editorial.

Un fantaisisme aussi irresponsable et fat se passe de tout commentaire; il n'exprime pas tout simplement le mépris, le cynisme ou le mensonge, mais un si profond décrochage par rapport au concret qu'il confine plutôt au délire fermé de l'obsédé, au fond, le pur vœu de l'impuissance sans remède.

Il est alors évident que le rappel à l'ordre, aux choses, ne pouvait se faire que dans la rue. Cette "loi de la rue" que le Chef de l'Etat stigmatise dans son discours du 29 Mars dernier n'est que l'épiphénomène du système de gouvernement anti-démocratique et anti-populaire dont il dota lui-même le Maroc et où le peuple était exclu, son opinion baillonnée, rejetée ou bien carrément méprisée. Car il y a plus grave encore : continuer à vouloir ignorer les évidences signifiait qu'on tenait à perpétuer la misère et l'exploitation, à se faire maintenir dans la ligne qui a conduit les classes opprimées au désespoir.

A la vue de l'esprit abstraire s'est opposée la volonté de la rue pour apporter un démenti sanglant aux insoutenables prétentions du pouvoir et prouvait, non seulement que toutes les classes opprimées, que la masse des travailleurs, "travaillant et non travaillant" savaient tout et se savaient surtout les victimes qui payaient à elles seules le lourd tribut d'une politique incohérente et incompétente qui ne tenait que par son système de corruption et ses machines répressives.

I - LA MEME LUTTE

Presque tous les journaux étrangers ont enregistré le fait que la cause des "troubles" était double (1) : "la colère des étudiants et la misère des chômeurs". C'est vrai, mais partiellement. Au lieu du procédé réductif, de l'image par trop simplifiante du parallélogramme des forces et de la résultante mécanique, il convient d'essayer rapidement d'avoir une vue du phénomène global, du mouvement de la résultante et du faisceau des forces qui la constituent en fait.

(1) Le Monde Diplomatique, Avril 1965.

Autrement, il serait bien difficile de comprendre pourquoi une manifestation avait le caractère révolutionnaire qu'elle eut, pourquoi elle porta dans la rue sa conviction que seul un changement radical pouvait ouvrir les coeurs à la confiance et à l'espoir, pourquoi enfin elle n'était rien d'autre que la mise en question la plus radicale et la plus violente que le Maroc ait connue depuis son Indépendance. Colère et misère elles-mêmes ne sont que deux causes visibles à l'oeil nu, des causes les plus proches. En fait l'origine de tout se trouve dans un véritable processus de déception et de désaffection à l'égard du régime que le peuple et la résistance issue de lui ont porté au pouvoir, ont imposé aux colonisateurs par des sacrifices dont le souvenir est encore frais. Si c'est le peuple lui-même qui mena la lutte pour l'indépendance si la monarchie s'identifiait au contenu social que cette lutte impliquait, c'est qu'on la croyait en mesure de l réaliser et de mettre en place les institutions indispensables à cette fin, des institutions authentiquement démocratiques et populaires.

Le régime choisit ses alliés en dehors des forces dont il était issu, parmi les féodaux dont les intérêts sont tellement liés de manière intrinsèque à ceux des anciens colons que le nouveau régime n'était en fait, venu que pour restaurer l'ancien. On trouvera de multiples détails dans l'étude (1) sur le plan Triennal que nous reproduisons in extenso, dans ce même bulletin, sur la régression "dans les structures économiques" mêmes. Ainsi le secteur des industries de transformation est parfois sur la voie d'une franche régression (2). Si cela concerne "l'allure générale" de toute une politique, ce n'est pas tout. Le régime se mit à grignoter sur les acquisitions du début de l'indépendance.

(1) Libération 24/3/65, Bilan dramatique de la situation économique et sociale.

(2) Ibid.

Le cercle sans issue de la nouvelle dépendance s'élargissait et exigeait plus : on alla jusqu'à restituer des "lots de colonisation".(3)

Ainsi donc, "la génération de l'indépendance" se vit de plus en plus dépossédée, frustrée par la volonté de réaction du régime. A cela s'est ajouté le sang venu des jeunes qui n'ont vu que le résultat négatif de l'indépendance, qui n'ont même pas vécu l'aspect prometteur de la lutte pour l'indépendance. Le sang nouveau, libre et dégagé de toute alliance et de tout le traumatisme qui peut en découler, s'est manifesté, dans les premières grèves des étudiants du secteur traditionnel. Les grèves exprimaient l'unité de la "misère" et de la "colère", l'unicité de la protestation quant à son origine sociale. En effet : des étudiants, fils de fellahs pauvres venaient trouver dans les classes, dans l'organisation des études, dans les possibilités nulles qu'on leur offrait, la "rencontre" entre l'absence d'horizon et d'avenir et la misère de la famille. Ils apprenaient dans leur vie quotidienne de jeunes étudiants cette réalité qui était la leur, leur propre vérité : ils étaient niés.

Pendant que la classe dirigeante imposait une politique scolaire désastreuse à la masse des élèves, le caractère discriminatoire et de mauvaise foi devenait de plus en plus évident : la poignée de familles privilégiées faisaient désertier à leurs enfants cet enseignement sans avenir et préféraient les envoyer aux établissements de la Mission Culturelle Française.

C'est pourquoi, les pères ont rejoint leurs enfants dans la manifestation de Casablanca, et c'est pourquoi cette manifestation a pris l'ampleur et les dimensions d'un mouvement de masse avec des mots d'ordre bien clairs et la décision bien ferme de faire entendre, au risque de leurs certaines de vies innocentes, l'exigence du changement social.

(3) Arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture, du Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur..portant restitution et radiation de la liste..désignant des immeubles qui ne se trouvent plus répondre à la définition de "lots de colonisation".Voici quelques noms de ces biens restitués : Domaine Saint Claude II Moujanel I, Ste Marie V, etc..; Bled Sidi Raif IV, Bled Metenha.., cf Bulletin Officiel no 2730 (24/2/65) p.188-189.

II - La répression et le meurtre collectifs.

Mars 1965 a brutalement révélé dans un affrontement sanglant que l'ennemi des forces populaires nourri comme un parasite à leurs dépens est constitué par l'armée de mercenaires, une armée féodale d'origine, coloniale d'éducation, anti-populaire de vocation, opposée à toute démocratisation et à tout progrès(1). Pépinière de tous les inconditionnels du régime, précisément parce qu'ils ont été étrangers à toute l'histoire écrite à coup de sacrifices populaires et qui aboutit à asseoir le régime actuel, certains des éléments de cette armée ont pu s'imposer politiquement en contre-partie des services qu'ils ont rendu au pouvoir en prenant sur eux de torturer les artisans de "la liberté du Maroc", en lesquels ils voyaient les futurs artisans de "la liberté des Marocains". Aussi sont ils passés immédiatement à l'action. Car il s'est agi de protestations populaires, de manifestations des classes exploitées, dont la seule présence constitue leur mise en question, démasque le visage hideux de l'exploitation, le caractère usurpé de leur pouvoir, celui criminel de leur opulence.

Un tel affrontement ne peut s'expliquer tout simplement par la circulaire ministérielle menaçant de renvoi nombre de lycéens. En plus, du fait que la mesure était absurde, parce que rien n'était préparé pour accueillir les élèves âgés, menacés tout simplement de grossir le rang des chômeurs, les enfants ne peuvent pas toujours aller à l'école, au Maroc, à l'âge scolaire. Une mesure que la presse étrangère qualifia de raisonnable "en soi" signifie qu'on accuse les jeunes élèves de ce dont ils ne furent jamais responsables. Les parents le savent tellement qu'ils se montrèrent solidaires de leurs enfants.

Donc une revendication juste, approuvée par tous, ne pouvait "dégénérer" en troubles sanglants. Si cela se produisit, c'est bien à cause de toute la haine nourrie par les artisans de l'exploitation qui savent qu'une démocratisation authentique clarifierait beaucoup les choses et mettrait fin à la répression et au gaspillage.

(1) Cf Bulletin d'Information du Maroc. Nov. 1961 p.2

III -

S'il est vrai que les travailleurs et étudiants se sont trouvés cote à cote dans la rue et si des centaines d'élèves sont tombés sous les balles meurtrières des mercenaires, alors qu'ils brandissaient des mots d'ordre de portée lointaine, c'est bien parce que d'une part les étudiants ont appris, souvent directement, que la démocratisation et la popularisation de l'enseignement passaient par la lutte générale pour l'émancipation des classes "oubliées de Dieu" et que les travailleurs ont appris, au feu de la lutte pour le pain, que le pain garanti n'est pas le fait du "panivore" borné. Toutes choses sont liées. Ce sont les enfants de ceux qui ont le moins de chances sociales qu'on démunit à leur tour de la possibilité de toute formation répondant vraiment à leurs besoins et à ceux du pays.

Les causes immédiates des événements sont donc à chercher derrière cette "rencontre" en pleine rue du père avec son fils; car celle-ci n'est pas de pure rencontre. le même refus les anime : celui de voir l'oppression devenir tradition, l'exploitation institution. Ils ont voulu briser le cercle de la violence. Que cesse le présent de misère fait au père; que soit garanti pour chaque fils un avenir meilleur.

Le présent et l'avenir contestent le passé. Les forces de libération nationale et celle de la libération des hommes au sein de la nation furent là, ensemble, pour la grande contestation.

Cette contestation rappelait que l'indépendance doit retrouver son sens, son contenu social.

L'U M T ET LES JOURNEES DE

=====

CASABLANCA

=====

LE PAIN POLITIQUE

=====

La classe ouvrière, à Casablanca, s'est solidarisée avec les étudiants et les manifestants dans un élan d'unanimité, qui rappelle les grands jours de jadis. Il y a donc eu, rupture, de ce qu'il est convenu d'appeler "trêve avec le pouvoir". Les forces de gauche, et en particulier l'Union Nationale des Forces Populaires, ne peut que s'en réjouir.

Hier, certains disaient, dans des réunions publiques, que le pain quotidien des travailleurs ne passait pas par la voie politique. "Occupons-nous de nos salaires, le reste viendra, par la suite", était la devise qui rémusait cette espèce de théorie, inventée pour les besoins des circonstances.

La réalité économique, sociale et culturelle, s'est chargée au cours de ces dernières années d'infliger à cette théorie trop commode, le démenti le plus significatif. Les salaires sont restés bloqués, en violation de la loi sur l'échelle mobile, les prix ont grimpé à une allure vertigineuse, et le pouvoir d'achat s'est détérioré dans la proportion de 40%. Partout le pouvoir laissait les grèves pourrir: cette tactique visait à décourager les travailleurs désormais "dépolitisés" en leur opposant indifférence, et parfois répression. Tous les travailleurs se rendent compte aujourd'hui que tout se tient: les droits légitimes de la classe ouvrière ne sont au regardés que dans la mesure où, sur le plan national, il existe une conception politique, économique et sociale, capables de répondre aux aspirations de toutes les masses populaires. La hausse du prix du sucre, pour ne parler que de cet exemple, illustre la prise de conscience qui s'est faite: le travailleur, le paysan, le fonctionnaire, et l'étudiant sont tous concernés.

Enfin, la détérioration sans précédent de la situation économique est telle, que des milliers de travailleurs sont licenciés, et vont rejoindre les centaines de milliers de chômeurs des villes et des campagnes. Le travailleur sans emploi est venu retrouver le paysan sans terre, et l'étudiant sans avenir. Ils se sont retrouvés tous, dans la rue, réalisant l'étroite solidarité de leurs intérêts, la communauté de leur destin.

Il s'agit bel et bien, comme le souligne le communiqué de la Commission administrative de l'Union Marocaine du Travail d'un "problème politique et institutionnel (1)". Le pain quotidien des travailleurs, comme celui des paysans et des autres couches sociales exploitées, est un pain essentiellement politique.

(Libération 31 mars 1965)

1) COMMUNIQUE DE L'U.M.T.

La Commission Administrative de l'Union Marocaine du Travail a tenu une réunion extraordinaire le 28 mars 1965, au siège de l'UMT à Casablanca, pour examiner la situation et l'évolution des événements.

La Commission Administrative a enregistré la volonté délibérée du pouvoir de poursuivre sa politique de répression et d'ignorance des revendications profondes du peuple, politique qui se caractérise par une vague d'arrestations arbitraires de responsables syndicaux, d'élèves et de travailleurs, par des jugements sommaires et une campagne d'intimidation, de vengeance et de règlement de comptes.

La Commission Administrative, tout en dénonçant les interprétations données par le pouvoir aux événements, déclare à nouveau que la question de la scolarisation et de l'enseignement n'est qu'un aspect du grave problème d'ensemble que l'UMT n'a cessé de poser depuis son IIIème Congrès national: il s'agit en fait d'un problème politique et institutionnel. La Commission Administrative réaffirme avec force le rôle d'avant-garde de l'UMT dans la lutte politique nationale engagée et proclame solennellement la volonté de la classe ouvrière d'assumer pleinement ses responsabilités et sa détermination de mener le combat par tous les moyens afin de mettre terme à la politique de force et de falsification de la volonté popu-

laire et pour un changement radical de l'orientation de la politique nationale et des méthodes du gouvernement. La Commission Administrative revendique l'arrêt immédiat de la répression, l'annulation des jugements sommaires, la libération de tous les détenus et l'abandon de la politique désastreuse poursuivie depuis cinq ans qui compromet gravement et le présent et l'avenir de la Nation. Pour la réalisation de ces objectifs, la Commission Administrative donne mandat au bureau national pour mettre en oeuvre tout moyen y compris la grève générale et totale.

La Commission Administrative, tout en s'inclinant devant les victimes de la répression, rejette sur le gouvernement l'entière responsabilité des événements et leurs conséquences et appelle le peuple marocain à demeurer ferme face aux manoeuvres d'intimidation, de chantage et de démagogie.

*
* *

**les problèmes
économiques**

*
* B I L A N D R A M A T I Q U E *
* D E L A *
*
* S I T U A T I O N E C O N O M I Q U E E T S O C I A L E E N 1 9 6 5 *
*

A l'aube de 1965, la situation générale du pays se présente dans des conditions extrêmement inquiétantes.

Elle peut se résumer en deux constatations:

- 1) Une baisse générale et régulière des niveaux de vie de l'immense majorité de la population nationale.
- 2) Une aggravation du sous-développement économique et social sans précédent dans l'histoire récente du Maroc.

I/ LA BASE GENERALE DU NIVEAU DE VIE DE L'IMMENSE MAJORITE DES MAROCAINS.

La baisse générale du niveau de vie résulte d'une part de la hausse constante des prix et des impôts et d'autre part de la régression des revenus et du blocage des salaires et des traitements.

a) Hausse des prix:

Les prix, surtout pour certaines denrées essentielles, connaissent des hausses vertigineuses:

- Le prix du sucre a augmenté de presque le double en quelques mois passant d'août 1963 à mai 1964 de 106 à 191 francs, le kg en pain. Or, on sait quelle place le sucre tient dans le budget d'alimentation de la famille marocaine et particulièrement de la famille paysanne: au prix actuel, il absorbe 60% environ du budget monétaire du paysan.

- Le prix de la viande a augmenté dans des proportions considérables rendant la consommation déjà très faible de cette denrée actuellement prohibitive pour la

famille de l'ouvrier et de l'artisan.

- Les indices établis par des organismes privés révèlent une très forte hausse générale des prix. L'un de ces indices révèle qu'en quelques mois, de mars 1964 à janvier 1965, l'augmentation du coût de la vie est de l'ordre de 11,5%

- Les indices officiels eux-mêmes enregistrent une hausse sensible des prix.

Ainsi l'indice général du coût de la vie, établi par le Service Central des Statistiques, au Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, relève que depuis le relèvement légal des salaires en janvier 1962, l'augmentation enregistrée officiellement est de 22,8% (l'indice est passé de 109,1 en décembre 1961 à 131,9 en février 1965).

b) Blocage et régression des revenus

Or, face à cette considérable augmentation du coût de la vie le gouvernement continue à bloquer les salaires et les traitements:

Les traitements restent bloqués à leur niveau de 1956, malgré les affirmations gouvernementales de la priorité de la formation et de la promotion des cadres.

Bien plus des mesures indirectes visent à réduire les traitements des enseignants, comme cela vient de se passer dans le secondaire.

Quant aux salaires, le gouvernement ignore ses obligations légales et n'applique pas la loi sur l'échelle mobile des salaires qui lui fait obligation de relever les salaires si l'indice du coût de la vie enregistre 5% d'augmentation; il bloque les salaires depuis 1962, malgré l'augmentation enregistrée par les indices officiels, de l'ordre de 23%.

Or, du fait de la progression démographique dans les familles ouvrières (3% par an), les bouches à nourrir ont augmenté depuis 1961, d'au moins 10%. Il en résulte que la régression du niveau de vie, dans la famille ouvrière, est en ce début de 1965 d'au moins 30% par rapport à 1960.

De même la stagnation de la production traduit une considérable dégradation du niveau de misère de la population paysanne.

Pour mesurer cette dégradation, nous avons d'une part:

- la hausse des prix et surtout du prix du sucre, la denrée essentielle achetée au marché, denrée qu'il ne peut auto-consommer, puisqu'il ne la produit pas: l'augmentation intervenue du prix du sucre prélève 60 au lieu de 35% de son

revenu monétaire, soit donc 25% de plus pour le seul sucre, soit environ 8% de l'ensemble de son revenu y compris l'auto-consommation.

- Nous savons, d'autre part, que les productions essentielles du paysan, les céréales, ont varié comme suit:

Production de la campagne 1959-1960

26,600 m qx

Moyenne des productions des 4 campagnes suivantes:

25,400 m qx

Soit donc une baisse de l'ordre de 5% par rapport à 1960.

- Enfin la poussée démographique dans la campagne, de l'ordre de 3,2% par an, a augmenté les bouches à nourrir de 15%.

Le cumul de tous ces facteurs aboutit à ce que le niveau de vie du paysan marocain a baissé depuis 1960 d'environ 30%, avec une telle baisse, il n'est pas étonnant que la famine et les maladies contagieuses aient reparu dans les campagnes marocaines.

Une telle dégradation du pouvoir d'achat et du niveau de vie des ouvriers, des paysans, des petits et moyens fonctionnaires dont les traitements sont bloqués à leur niveau de 1956, se répercute dans les mêmes conditions sur les petits commerçants et les artisans dont l'essentiel des clients sont précisément les ouvriers et les paysans.

De sorte que, en conclusion, on peut dire que en ce début de 1965, la dégradation du pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population, par rapport à 1960, atteint des proportions considérables: le niveau de vie a baissé pendant ces cinq dernières années du tiers environ pour l'immense majorité de la population marocaine, pour plus de 12 millions sur 13 millions d'habitants.

Une telle dégradation d'un pouvoir d'achat déjà bien faible; a abouti à une conséquence absolument nouvelle dans l'histoire de l'économie marocaine: pour la première fois, on constate une diminution des achats non pas seulement des articles et des produits de consommation non essentielle, mais des produits de consommation de base:

- les ventes de sucre ont baissé en 1964 de plus de 9%.

- celles du thé de 15%; celles des huiles de graine de 25%;

- de même pour la consommation des textiles, des céréales,
- alors que la population a augmenté de plus de 3%.

Cette dégradation continue et s'accroît au cours des premiers mois de 1965:

"Il ne s'agit pas d'un phénomène accidentel et temporaire, car cette tendance s'est accentuée au cours des premiers mois de 1965" note une étude parue récemment sur la situation économique au Maroc.

Or, cette situation actuelle traduisant un grave et général appauvrissement, est visée comme objectif suprême par le projet gouvernemental: En cas de réalisation intégrale, du soi-disant Plan Triennal, c'est au maximum le maintien de la production par tête d'habitant qui est espéré, le maintien du niveau économique et social actuel, et en réalité l'aggravation concomitante du sous-développement.

2) LE MAROC EST, EN 1965, EN VOIE DE SOUS-DEVELOPPEMENT

Le Maroc est engagé dans la voie d'un sous-développement général, non seulement social, mais aussi économique et financier.

La régression dans le sous-développement se manifeste dans tous les secteurs de la vie économique et financière, évolution qui place désormais le Maroc dans le peloton de tête des rares pays en voie de régression absolue dans le monde.

A/- REGRESSION DANS LE SOUS-DEVELOPPEMENT

dans tous les domaines économiques, dans la production nationale, dans les investissements, dans la structure économique, dans la dépendance financière.

a) Régression de la production nationale par tête

La production intérieure brute a évolué en francs de 1960, de 820 à 910 milliards de 1960 à 1964, soit une augmentation de moins de 11%. Pendant le même temps, la population a augmenté de 3,2% par an, soit donc de plus de 17%.

La production par tête d'habitant a chuté de 1960 à 1964 de plus de 6%. Comme le secteur moderne de l'économie semble

avoir peu souffert pendant la période (et il s'agit des quelques 500 000 à 600 000 personnes, y compris les étrangers, qui participent effectivement à ce secteur), c'est le secteur traditionnel, c'est-à-dire l'économie de 13 400 000 Marocains qui a vu sa production, donc son revenu, très sensiblement détériorés, pendant la période: compte tenu des disparités de revenus et de la production des deux secteurs, l'économie dont vit l'immense majorité des Marocains se trouve affectée d'une chute de production et de revenu bien plus considérable que la moyenne nationale des 6%.

b) *Le maintien des investissements productifs au-dessous des amortissements nécessaires.*

L'ensemble des investissements bruts sont passés de 92 à 120 milliards de francs de 1960 à 1964 (francs 1960). Cela veut dire que, au Maroc, le taux de l'épargne investi, c'est-à-dire le rapport entre les investissements et le produit intérieur brut est inférieur à 13%. C'est un taux extrêmement faible et actuellement c'est le taux le plus faible dans le monde. On peut se référer aux statistiques des publications internationales qui révèlent que:

- dans les pays développés ce taux est élevé. Ainsi, il est en 1962 de 25,4% en Allemagne, de 19,6% en France, de 23,6% en Italie, de 22,9% dans l'ensemble de la Communauté Européenne, de 17% au Royaume Uni, de 16,1% aux Etats-Unis, de 21,6% au Canada (office des statistiques des Communautés Européennes, statistiques de base 1964).

- de même dans les pays sous-développés, les statistiques internationales établissent que depuis 1960; aucun pays dans le monde, autre que le Maroc et la Jordanie, n'a un taux d'épargne investi inférieur à 13%. C'est ce que l'on constate en se référant à l'Annuaire Statistique de l'ONU 1963.

Bien plus, on relève pour certains de ces pays des taux supérieurs à 17%. Ainsi la Colombie a un taux d'épargne de 19%, le Ghana de 18%, le Malawi de 18%, le Pérou de 17%; la Syrie de 17%, le Soudan de 20%. Le Maroc est, seul avec la Jordanie (12%) en tête dans la voie du sous-développement.

De plus, comme ces investissements incluent des investissements non productifs (bâtiments, une grande partie des investissements en travaux publics), il faut se référer aux investissements productifs, les investissements en matériel et outillage.

Ceux-ci sont passés de 36 à 48 milliards de francs constants de 1960 à 1964, soit une moyenne annuelle de 41 milliards de francs.

En réalité, dans ces investissements bruts, certains ne correspondent pas à des investissements productifs: aussi la grande poussée de 1963 vient en grande partie de l'achat d'une "Caravelle" et de la croissance du parc de véhicules routiers. Bie plus, d'autres correspondent à des surestimations considérables: ainsi le Complexe Chimique de Safi, qui devait revenir à 12 milliards est comptabilisé dans les investissements pour plus de 20 milliards de francs.

Or, malgré tout cela, l'ensemble des investissements en matériel et outillage ne représentent que 5% de la production nationale et n'ont même pas couvert les annuités d'amortissement de matériel existant en 1960 (43 milliards de francs). De sorte que pour son potentiel de production, le Maroc se trouve en 1965 plus sous-développé qu'en 1960: il a été pendant cette période de 5 ans en voie de sous-développement/.

c) Régression dans les structures économiques

Un pays est d'autant plus sous-développé qu'il est producteur essentiellement de matières premières et de produits agricoles. Plus les industries de transformation se développent plus ce pays avance dans la voie du progrès et inversement. Or, tout au cours de l'année écoulée, si la production et les exploitations minières ont connu un très grand développement, notamment pour les phosphates, par contre, le secteur des industries de transformation, métallurgique et mécanique, connaît une stagnation, sinon dans certaines branches, une régression.

De sorte que la part des industries de transformation dans l'ensemble de l'économie regresse au profit de l'industrie minière: c'est une caractéristique fondamentale d'un pays en voie de sous-développement.

d) Dépendance financière.

Le contrôle des transferts avait abouti à un redressement monétaire et financier qui avait largement pallié aux conséquences de l'arrêt de l'aide française depuis 1957: en 1960, la reconstitution des moyens monétaires et financiers nationaux rendait secondaire l'aide étrangère non seulement pour faire face aux besoins courants, mais même pour faire face au financement de l'équipement et du développement du pays. En 1960, le pays disposait des réserves financières suffisantes pour le financement interne de la plus grande part de son équipement, son indépendance financière s'affirmait d'une façon décisive avec le lancement du Plan Quinquennal.

En effet:

- les disponibilités monétaires connurent un très fort accroissement au début de 1960: "l'accroissement des disponibilités s'est poursuivi en 1960, principalement au cours des sept premiers mois de l'année"

(la situation économique du Maroc en 1960, page 97)

Elles ont varié comme suit (en milliards de francs)

	1959	1960
1 Monnaie fiduciaire	84,2	95,3
2 Monnaie scripturale	161,9	191,7
Dépôt dans les Banques	141,4	170,8
Dépôts aux CCP	14,2	15,4
Dépôts au Trésor	6,3	5,5
T O T A L:;		246,1
		287

En un an, les dépôts ont augmenté de 20%, les dépôts à terme ayant presque doublé de fin 1959 à fin 1960. Aussi si nous rapprochons l'évolution des disponibilités monétaires de celle du produit national, nous constatons que les moyens de paiement ont augmenté sensiblement beaucoup plus que le produit national. Sur la base 100, on a:

	1959	1960
Produit national	100	110
Disponibilités monétaires (moyenne mensuelle)	100	123

L'économie nationale se trouvait donc disposer de moyens financiers importants pour faire face aux besoins de financement du Plan Quinquennal, d'autant plus importants qu'ils découlent d'une augmentation très sensible des avoirs extérieurs de l'ordre de 50% passant de 85,1 milliards en 1959 à 130,9 milliards au milieu de 1960/

Fin 1960, les avoirs extérieurs représentaient 40% de l'ensemble des disponibilités monétaires, les disponibilités en devises étaient largement suffisantes pour faire face aux règlements des importations de biens d'équipement; le Maroc a, compte tenu de cette aisance financière, préféré régler comptant l'achat de la partie importée de l'équipement de la Raffinerie de la SAMIR et écarter le crédit fournisseur qui lui était proposé début 1960 et s'adresser au crédit intérieur. La même aisance se retrouvait dans les disponibilités intérieures: le Trésor se trouvait très à l'aide par rapport aux Banques et à l'Institut d'Emission; voici l'évolution des créances sur le Trésor, en milliards de francs

	1959	1960
Institut d'Emission	21,2	19
Banques privées	24,6	28,9
Contrepartie des dépôts aux CCP et au Trésor	66,3	68,8

La situation monétaire et financière se présentait en fin 1960 avec une grande aisance pour le financement du développement prévu par le Plan Triennal:

- importance des avoirs extérieurs accumulés;
- aisance de la trésorerie et du système bancaire;
-

Or, comment se présentait la situation cinq ans plus tard?

- Les avoirs extérieurs ont fondu à vue d'oeil, en novembre dernier, le Maroc n'avait plus suffisamment de devises pour régler la livraison par un cargo d'une denrée de première nécessité: il n'y avait pas plus de 500 millions de francs dans la Caisse des devises.

- Les créances de l'Institut d'Emission sur le Trésor ont grimpé de 19 milliards en 1960 à 161,4 milliards en 1964, représentant alors 42,5% des disponibilités monétaires totales contre 6,5% en 1960, grâce notamment à une inflation monétaire inconnue depuis l'indépendance.

- Il en résulte que le volume des capitaux mis à la disposition de l'économie n'a guère augmenté si l'on tient compte de la hausse des prix.

En conséquence.

Bien qu'aucun développement n'a été amorcé, que au contraire l'économie a été en voie de sous-développement, bien que la capacité de production du pays, s'est dégradée dans son ensemble, les réserves monétaires et financières ont littéralement fondues ont été gaspillées pour alimenter la voracité de l'Etat, les consommations somptuaires, les dilapidations et les transferts à l'étranger: le Maroc au bord de la banqueroute financière et monétaire n'a été sauvé provisoirement que par l'aide étrangère, accordée à des conditions draconiennes de dépendance, comportant notamment la promesse de la non-reprise immédiate des terres de colonisation.

Jamais, sauf si nous remontons à la veille du Protectorat, avec les emprunts de 1906 et 1911, nous ne trouvons une telle dépendance dans l'histoire du Maroc occasionnée par les besoins de couverture du fonctionnement courant des finances nationales:

Or, c'est cette voie que le programme gouvernemental nous propose non seulement de suivre, mais d'accentuer et de développer.

Depuis la fin de 1960, le Maroc a rebroussé chemin de la voie d'indépendance et de développement, pour retourner sur la voie de l'endettement et de la dépendance financière; il va dépenser plus qu'il ne produit, et ce essentiellement pour couvrir la consommation de quelques centaines de milliers de privilégiés et les dépenses et gaspillages de l'Etat; le déficit sera alors couvert pendant les premières années par la réduction des avoirs extérieurs accumulés auparavant et par un endettement à l'égard de l'étranger; puis au fur et à mesure de l'épuisement des premiers, par un appel de plus en plus pressant au second de la part de nos gouvernants, pour aboutir à la dépendance totale qui a caractérisé le prêt français de novembre dernier et qui caractérisera désormais tout le programme gouvernemental. Le déficit des ressources nationales a atteint 60 milliards de francs en 1964 et comme les avoirs extérieurs sont complètement fondus, les déficits ultérieurs doivent être cou-

verts par l'endettement extérieur qui atteindra pour 1967 plus du double de 1964. Jamais le Maroc ne se sera autant endetté, au surplus pour se sous-développer! Car le Maroc est actuellement, dans le monde, l'un des rares pays en voie de sous-développement et il est au sur-plus dans le peloton de tête!

B/- LE MAROC EN TETE, DANS LA VOIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

En effet, dans le monde, le Maroc est l'un des premiers des rares pays de régression. On peut s'en rendre compte en feuilletant les documents statistiques internationaux et notamment les documents publiés régulièrement par l'Organisation des Nations Unies.

En consultant la dernière livraison de l'ONU: Annuaire de statistiques des comptabilités nationales 1963, paru il y a quelques mois, on relève, page 321 et ss., que de 1958 à 1962:

- tous les pays développés sont en voie de développement, le produit intérieur brut par habitant augmente dans l'intervalle, dans certains cas dans les proportions considérables comme au Japon ou dans les pays socialistes:

- tous les pays sous-développés d'Europe, d'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, sont en voie de développement, sauf: le Maroc, l'Ouganda, Costa Rica, Salvador, Guatémala, l'Equateur et le Vénézuéla.

Dans tous les pays sous-développés, sauf ces sept pays, le produit intérieur brut par habitant exprimé en dollars aux taux de change officiels, a évolué comme suit:

	1958	1962
Maroc.....	159	150
Ouganda.....	65	62
Costa Rica.....	358	339
Salvador.....	198	193
Guatémala	164	162
Equateur.....	179	178
Vénézuéla.....	975	901

Dans cette triste catégorie de la régression, le Maroc au surplus, vient après le Vénézuéla, en deuxième position de tous les autres pays cités ci-dessus, la régression est, en effet, de l'ordre de 6% (5,66% exactement). Et encore l'année 1962 a été relativement une "bonne" année particulièrement pour

la production agricole qui a dépassé largement la moyenne. La régression constatée dans les documents internationaux s'est accélérée depuis 1962 pour le Maroc. Ainsi la production nationale par tête est passée, en francs constants de

870 000 millions: 12,360 millions, soit
- 70 400 francs en 1962

à

910 000 millions: 13 millions, soit
- 70 000 francs en 1964.

Or, les statistiques internationales plus récentes (Bulletin Mensuel de Statistiques, décembre 1964) révèlent que les autres pays se sont redressés dans l'intervalle, tel que l'Ouganda, le Vénézuéla, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, pays où le produit Intérieur Brut a augmenté respectivement de 12%, 5%, 9%, 9%, 8%, de 1962 à 1963. De sorte que, en 1965 le Maroc doit se trouver dans le monde le rareissime pays en voie de sous-développement et probablement largement en tête dans cette compétition de la marche à reculons.

EN CONCLUSION

La situation du Maroc est actuellement extrêmement grave et inquiétante;

L'année commence par

- une accentuation dangereuse de la dégradation du niveau social de la population où sont déjà touchées les consommations des denrées de base, telles que le sucre, le thé, les huiles et les céréales, aggravation annonciatrice de la famine et des maladies qui avaient disparu depuis des dizaines d'années;

- elle commence en second lieu par l'extension de la régression économique avec les fermetures ou le ralentissement des usines, les licenciements, le bouclage des perspectives en matière de production agricole;

- elle commence enfin par la proclamation de la volonté gouvernementale d'accentuer l'endettement national par le recours à une aide étrangère généralisée. Tout cela pour la suprême ambition du soi-disant Plan Triennal, la maintien de cette situation de misère et de dégradation d'ici 1967!

Jamais dans l'histoire de notre pays, sauf à la veille du Protectorat, la Nation n'a connu un tel péril.

s o l i d a r i t é

i n t e r n a t i o n a l e

ALGER

DECLARATION SUR LA SITUATION
AU M A R O C
- - - -

Le Secrétariat de la Confédération des Etudiants du Maghreb a tenu le Lundi 29 mars 1965 une réunion extraordinaire pour examiner la situation au Maroc, à la suite de la sanglante répression menée depuis une semaine par le pouvoir royal.

Les journées tragiques que vit actuellement le pays frère ne sont comparables en gravité qu'aux plus sombres événements qui ont marqué la période coloniale au Maghreb et qui ont nom: Sétif, Oued-Zem, Bizerte. Depuis le lundi 22 mars 1965, le gouvernement royal mobilise tous les moyens de répression: police, armée, tribunaux, d'exception, pour frapper féroceement les masses populaires à Casablanca, Rabat, Fez, Marrakech, etc... Cette attitude du pouvoir royal a entraîné un profond mouvement de protestation dont les conséquences sont imprévisibles encore, mais qui domine déjà les principales villes, gagne les plus larges couches de la société (grèves générales des enseignants, grèves générales à Fez, Casablanca, grèves des commerçants à Fez, ...) et prend le caractère d'une contestation ouverte du régime féodal.

Il s'agissait au départ d'une manifestation des élèves des établissements secondaires de Rabat et Casablanca qui entendaient protester contre une mesure gouvernementale excluant plusieurs milliers d'étudiants pour raison d'âge. Ces manifestations estudiantines ne devaient en rien différer des manifestations, d'ailleurs particulièrement fréquentes au Maroc., si les autorités n'avaient opposé à ces démonstrations pacifiques une répression sauvage qui a vite pris l'aspect d'une tuerie aveugle. C'est cette répression qui a provoqué chez la population de Casablanca, puis de Rabat, Fez, Marrakech et Meknès une explosion de colère. Les masses populaires sont descendues dans les rues, aux côtés des étudiants, pour exprimer leur condamnation d'un régime, qui, depuis des années, perpétue la misère des travailleurs, oppose la torture et la peine capitale aux aspirations populaires se donne pour mission sur le plan international, de servir les intérêts impérialistes et qui, aujourd'hui, n'hésite pas à assassiner de jeunes élèves dont le crime est de vouloir continuer leurs études!

Le bilan de la répression est particulièrement tragique. Les diverses informations parvenues au Secrétariat de la C.E.M. permettent de démentir le chiffre de 7 morts avancé par les autorités marocaines. L'agence Associated Press, se basant sur une enquête effectuée dans les seuls hôpitaux de Casablanca, a cité jeudi 25 mars le chiffre de 109 morts parmi les manifestants et 450 blessés. A la morgue d'Aïn-Choq à Casablanca, 50 dépouilles étaient refusées à leurs familles. Nous avons pu apprendre par ailleurs, que plusieurs centaines de dépouilles ont été secrètement transférées à Rabat: 284 ont ainsi été dénombrées à l'Hôpital Avicennes. Signalons encore que des dizaines de personnes ont été assassinées au cours des manifestations de Rabat, Fez, Marrakech.

Parallèlement à ces massacres ignobles, le gouvernement royal a ordonné le fonctionnement de tribunaux d'exception qui siègent sans désenparer et condamnent les patriotes à une cadence à peine croyable. Dans la matinée du jeudi, 61 personnes ont été "jugées" à Casablanca, 157 autres à la fin de la journée. Dans la journée de samedi, 249 patriotes ont été condamnés à Casablanca, Rabat et Fez, des enfants de 10 ans n'ont pas été épargnés.

Une campagne d'arrestations qui vise systématiquement les responsables des organisations progressistes est menée par le gouvernement royal à travers tout le territoire et atteint l'ampleur de celle de l'été 1963. La plupart des dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.) ont été incarcérés. Parmi eux, nos camarades FASSI Omar, SKALLI Badia, MAADANI Abderrazak, MANOUNI Abdeltif, ANTAR Fatima.... De nombreux cadres de l'Union Nationale des Forces Populaires, du Parti Communiste Marocain et de l'Union Marocaine du Travail, dont HIHI Mohamed, BELAL Aziz, MEDKOURI Driss, ont été également arrêtés.

Après ces journées tragiques, et alors que le Maroc est consterné par ces massacres, que des centaines de familles pleurent leurs morts, le roi a ordonné l'exécution de 14 patriotes condamnés voilà plusieurs mois. Ainsi, le pouvoir a levé définitivement toute équivoque quant à sa responsabilité directe dans les événements qui endeuillent le Maroc, et confirme sa volonté de continuer à opposer des représailles sanglantes aux exigences des masses populaires.

Les tentatives du gouvernement royal de faire croire que les manifestations sont mûes par " des mains étrangères " relèvent d'un procédé éculé, qui, d'ailleurs, en l'occurrence, n'a trompé personne. Même les journaux français, qui habitués à ne pas ménager leur sympathie pour le "régime chérifien" ne cachent pas leur scepticisme. Le Secrétariat de la C.E.M. tient à rappeler ici qu'il n'a cessé depuis le IIIème Congrès de la Confédération (janvier 1964) d'attirer l'attention du pouvoir marocain sur la gravité de la situation au Maroc et de réclamer, en particulier, "l'annulation de toutes les sentences qui ont frappé les militants progressistes et toutes les mesures d'exception et de nature à assainir le climat politique au Maroc et à créer les conditions susceptibles de permettre au pays frère de prendre une orientation progressiste en harmonie avec les autres pays du Maghreb".

Le Secrétariat de la C.E.M. respectueusement devant la mémoire des patriotes qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la démocratie. Il dénonce avec force les représailles menées par les autorités marocaines et réclame leur cessation immédiate.

Enfin, le Secrétariat, en exprimant son admiration et sa sympathie aux étudiants et aux étudiantes, qui, au péril de leur vie, ont courageusement affronté les forces répressives, assure l'UNEM et le peuple marocain de sa solidarité dans leur lutte contre le régime féodal.

CONFEDERATION DES ETUDIANTS DU MAGHREB,

(Alger, le 29 Mars 1965)

A PARIS :

Meeting de solidarité avec le Peuple Marocain

Le 15 Avril 1965, s'est tenu au siège de l'AEMNA, à Paris, une soirée de solidarité avec le Peuple Marocain. Au cours de cette réunion le "Comité International de Solidarité avec les Etudiants et le Peuple Marocains" a fait adopter par les participants (400 personnes environ représentant les organisations estudiantines, politiques et syndicales et des personnalités de l'Université) la motion suivante :

" Les participants, après avoir analysé et étudié la situation au Maroc et ses récents développements à la lumière des événements sanglants qui s'y sont déroulés pendant la semaine du 22 au 29 Mars,

- expriment leurs plus vives inquiétudes devant la crise générale, économique, politique, culturelle, sociale, résultant des mesures anti-populaires et anti-démocratiques qui ont engendré le profond mécontentement du peuple marocain et qu'illustrent les manifestations populaires à travers le Maroc.

- s'inclinent devant la mémoire des victimes tombées par centaines sous les balles de la répression armée,

- dénoncent la répression sanglante qui a déferlé sur le Maroc et qui fit des centaines de morts et de blessés, des milliers d'arrestations et de jugements expéditifs parmi lesquels de très jeunes enfants, d'élèves et d'étudiants,

- demandent la libération de tous les détenus politiques notamment Basri, Benjelloun et Diouri,

- demandent la cessation des poursuites et de la répression contre les organisations démocratiques et particulièrement contre l'U.N.E.M., et la libération de son Président Mohamed Halaoui.

- demandent la levée de toutes les mesures d'exception et notamment des condamnations prononcées à l'encontre des manifestants.

- mandatent le Comité International de Solidarité pour envoyer une mission d'enquête afin que toute la lumière soit faite sur les massacres consécutifs aux événements du 22 au 29 Mars,

- renouvellent leur appui total et leur solidarité aux étudiants et au peuple marocains."

Messages :

Jean-Paul Sartre

et

Simone de Beauvoir :

Nous tenons à exprimer notre totale solidarité avec la lutte du peuple et des étudiants marocains. Nous sommes prêts à suivre toutes les décisions prises au cours de la soirée de Solidarité.

Elsa Triolet

et

Louis Aragon :

Nous nous associons de tout coeur à la manifestation de solidarité avec les étudiants et le peuple marocains.

Comité d'Information et d'Etude
sur la Situation au Maroc :

Le Comité s'associe à l'action du CISEPM, salut les manifestants marocains et demande au CISEPM de coordonner son travail avec le Comité d'Information sur le Maroc.

M. Claude Faux, Secrétaire général du Comité, a pris la parole et faisant remarquer que les autorités de Rabat ne tentent plus de soutenir qu'à l'origine des tragiques journées de Mars il y a eu complot ou interventions extérieures car "quand tout un peuple complot, ça ne s'appelle plus un complot, mais une prise de conscience". Par ailleurs, M. Robert Verdier, Président du Comité a fait parvenir le message suivant :

" Chers Amis,

Un engagement antérieur auquel il ne m'est pas possible de me dérober, m'empêche d'être à vos côtés ce soir. Je le regrette vivement et je vous demande de le dire à tous ceux qui participent à cette réunion.

Je tiens au moins à vous exprimer ma sympathie par ce bref message et à joindre ma voix à celles qui s'exprimeront devant vous. On ne peut en effet éprouver d'autre sentiment que la plus vive inquiétude, à la suite des récents événements de Casablanca, d'abord pour les personnes arrêtées et condamnées, mais aussi pour la situation politique et pour l'avenir du Maroc. Les inci-

dents sanglants, les soudaines exécutions capitales, paraissent annoncer que le pouvoir royal a choisi de s'orienter vers une répression de plus en plus dure. Celle-ci ne peut que dresser davantage contre lui les forces populaires et les jeunes, qui doivent être les cadres de la société marocaine.

Je vous affirme à nouveau ma sympathie en exprimant le vœu que tous ceux de mes compatriotes amis du jeune Maroc vous apportent leur appui.

M. Robert Verdier
Président du Comité d'Information
d'Information."

Union Internationale des Etudiants :

Excuses absence de soirée solidarité. Salue lutte étudiants et peuple marocains. Stigmatise répression Casablanca. U.I.E. prête aider UNEM et CISEPM matériellement et moralement. S'associe au meeting de solidarité.

C.O.S.E.C. :

" CIE soutient toujours pleine solidarité avec UNEM dans son combat contre répression au Maroc. Nous condamnons énergiquement brutalité et massacre au cours des manifestations récentes d'étudiants. Liberté au Maroc Vive l'UNEM. "

Etudiants américains :

" L'Association Nationale des Etudiants des Etats Unis exprime son indignation contre la répression des démonstrations pacifiques des étudiants le 23 Mars à Casablanca par la police marocaine qui a blessé et tué plusieurs d'entre eux. L'USNSA proteste contre l'arrestation des trois responsables de l'UNEM le 23 Mars à Rabat et déclare sa solidarité totale avec l'UNEM. Dans leurs justes demandes démocratiques l'USNSA fait appel à sa Majesté le Roi du Maroc de libérer tous les leaders de l'UNEM qui ont été arrêtés, y compris le Président Halaoui qui sans avoir même subi un procès est emprisonné depuis Septembre. "

Comité des Organisations de Jeunesse de l'URSS :

" Vous informons sur télégramme envoyé premier Ministre Maroc. Texte télégramme est suivant nous avons appris avec indignation les événements sanglants du 24 Mars. Nous protestons résolument. Exigeons libération immédiate des dirigeants arrêtés du mouvement des étudiants du pays."

Université Amitié des Peuples Moscou :

" Nous membres meeting protestons contre répression sanglante pouvoir réactionnaire. Solidarisons complètement avec vous dans lutte contre réaction. Vive organisation combattante UNEM."

Amnesty International :

" Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir m'excuser de ne pouvoir prendre la parole à la soirée de solidarité que vous organisez le lundi 5 Avril 1965 au siège de l'AEMNA.

Je le regrette beaucoup; car mon mouvement s'intéresse très vivement à la lutte du peuple marocain pour la liberté; nos groupes ont adopté des prisonniers politiques marocains et j'ai moi-même assisté comme observateur d'Amnesty International au procès dit du complot de Juillet.

Nous avons suivi avec angoisse et compassion les nouvelles qui nous parvenaient du Maroc au cours de cette semaine sanglante de fin Mars 1965 et nous ne pouvons que condamner l'attitude de ceux qui ont cru devoir engager des forces armées importantes, avec chars et armes automatiques, contre des manifestations de lycéens protestant contre une politique compromettant leur avenir.

Une commission parlementaire d'enquête a été désignée et nous souhaitons qu'elle fasse rapidement la lumière sur les incidents sanglants dont les villes marocaines viennent d'être le spectacle. Les dépêches de presse annoncent que la plupart des étudiants qui avaient été arrêtés lors des manifestations, ont été libérés par ordre du roi Hassan II; nous nous en réjouissons; mais nous souhaitons que ceux qui se trouvent encore détenus soient libérés dans les plus brefs délais.

Enfin nous nous inclinons devant la dépouille de ceux qui sont morts pour avoir manifesté publiquement leur opinion en désaccord avec celle du gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments dévoués.

Nicolas Jacob
Avocat à la Cour
Membre de l'Exécutif
d'Amnesty International "

Secours Populaire Français :

" Chers amis,

Le Secours Populaire Français tient à assurer les organisateurs et les participants de cette soirée de solidarité, de son soutien le plus amical dans votre action en faveur du peuple et des étudiants marocains victimes de la répression.

En effet, les tragiques événements qui viennent de se dérouler au Maroc ne peuvent laisser insensibles les démocrates de notre pays.

C'est pourquoi notre contribution originale à vos efforts est d'apporter aux familles des victimes de la cruelle répression qui se comptent par dizaines de morts et centaines de blessés, notre solidarité matérielle et morale.

Le Secours Populaire Français, fidèle à ses traditions généreuses, poursuivra ses efforts de solidarité envers toutes les victimes de la répression au Maroc et agira pour que tous les emprisonnés soient libérés. C'est le solennel engagement que nous prenons devant votre assemblée.

P/Le Bureau National du
Secours Populaire Français
Claudius Chesne
Secrétaire National

Union Générale des Etudiants Tunisiens :

" Avons appris avec stupeur et indignation événements Casablanca et Rabat. Protestons énergiquement contre répression dirigée contre peuple et étudiants frères du Maroc. Exigeons libération manifestants arrêtés. Réaffirmons notre solidarité agissante avec organisation soeur UNEM dans sa lutte pour leurs revendications légitimes et pour instauration démocratie.

Groupe d'Etude et d'Action Socialiste Tunisien :

" Camarades,

A l'occasion du meeting de solidarité organisé ce soir, le G.E.A.S.T. s'associe aux protestations et aux manifestations d'indignation qu'a soulevées la répression sanglante que le pouvoir réactionnaire marocain a opposé aux jeunes élèves marocains assoiffés de culture et réclamant leur droit à l'instruction.

Une fois de plus, le régime marocain aura dévoilé son véritable visage: celui du règne de la police et des brigades spéciales, celui des enlèvements, jugements et exécutions sommaires, celui de l'opposition par les armes aux manifestations populaires qui ne sont pas sans rappeler les événements de la période coloniale et plus particulièrement ceux de 1952.

Cette répression qui fait suite à un procès intenté contre l'UNEM et qui fût une parodie de justice et une mascarade que tout démocrate doit réprouver, cette répression, donc a permis aux masses populaires marocaines de comprendre que le régime n'hésiterait plus devant aucun moyen pour faire taire les voix des démocrates marocains.

Que nos frères progressistes marocains sachent donc que dans ce noble combat, les militants du Groupe d'Etude et d'Action Socialiste Tunisien sont de tout coeur avec eux, les soutenant sans réserve et les assurant de leur sympathie agissante."

Association des Etudiants Arabes en France :

" Les événements importants qui se déroulent actuellement au Maroc ne sont qu'une nouvelle preuve de la détermination du peuple de ce pays frère de se débarrasser du néo-colonialisme et de ses agents.

Devant la sauvage répression qui a sévi contre nos camarades marocains, l'A.E.A.F. joint sa voix à celle des organisations progressistes et démocratiques pour dénoncer l'arbitraire du régime réactionnaire de Hassan II et pour soutenir la lutte du peuple Marocain pour la liberté et le Socialisme.

Pour le Bureau Exécutif
Youssef Faddouc."

Union des Etudiants Portugais :

" Chers camarades,

L'Union des Etudiants Portugais en France, à l'occasion de cette nouvelle vague de répression déclenchée contre le peuple et les étudiants progressistes du Maroc, vous exprime sa solidarité.

Nous soutenons entièrement la juste lutte menée par le peuple et les étudiants marocains pour la paix et la démocratie et réclamons que soit mis un terme à la violation des principes démocratiques et des droits de l'homme.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les étudiants arrêtés et notamment celle du Président de l'Union Nationale des Etudiants Marocains.

Les Etudiants Portugais sont avec les Etudiants Marocains parce que leur lutte, c'est aussi notre lutte."

Jean Dresch :

"Mes chers Amis,

Les événements de Casablanca, les manifestations dans les autres villes ont profondément ému ceux qui connaissent le Maroc et souhaitent que les Marocains vivent mieux dans un Etat libre. Les tueries et les arrestations n'ont jamais donné du travail ni de la nourriture aux chômeurs, permis aux jeunes de poursuivre leurs études.

J'aurais aimé me trouver parmi vous pour m'associer à votre action. Retenu par une excursion en Province, je vous prie de transmettre aux étudiants marocains l'expression de ma sympathie la plus émue.

J. Dresch."

Union des Etudiants Communistes Français :

" Chers Camarades,

L'Union des Etudiants Communistes soutient depuis son début la lutte des forces démocratiques marocaines face à la dictature du gouvernement royal. Après les manifestations récentes, leurs sanglantes répressions le pouvoir royal montre son véritable caractère. Les Etudiants, le Peuple marocain luttant pour un avenir démocratique, savent qu'ils peuvent compter sur la so-

l'idarité actives des étudiants communistes. Le Comité National de l'UECF réunit les 27 et 28 Mars a dans une résolution rappelé cette solidarité et engagé l'organisation à manifester le soutien résolu des étudiants communistes au peuple marocain, il a réclame la libération de tous les démocrates emprisonnés et tout particulièrement de Mohamed Halaoui, Président de l'UNEM."

Etudiants Libyens en France :

" Entière solidarité avec vous contre répression anti-démocratique."

Les rpprésentants des Etudiants Français (UNEF), Algériens (UNEA), l'Association Internationale des Juristes Démocrates, la CGT et d'autres personnalités ont apporté également le salut de leurs organisations et leur soutien à l'action du Comité International.

PSU :

L'Université marocaine en crise à l'avant-garde de la lutte contre le pouvoir royal

C'est une simple circulaire du ministre de l'Education nationale qui, en lançant dans la rue plus de 50.000 étudiants et lycéens marocains, dévoilait la crise de l'enseignement et la dégradation générale de la situation politique et économique qui ne cesse de s'approfondir depuis la rupture, en 1960, du pouvoir royal avec le gouvernement Bouabid, l'un des principaux leaders, aujourd'hui, de l'U.N.F.P.

Comment expliquer cette brusque réaction de l'Université marocaine ? La décision du ministre de fermer le second cycle du secondaire à une grande partie des lycéens ne correspond en aucune manière à la simple solution technique imposée par une situation dont personne ne serait directement responsable — comme certains voudrait nous le faire croire. On doit en effet savoir que cet enseignement technique vers lequel on voudrait orienter les jeunes Marocains exclus du secondaire est à l'heure actuelle quasi inexistant.

On doit ajouter que la crise économique générale reste la cause essentielle de la gravité de ce profond mouvement populaire. Dans les conditions actuelles, l'Université est en effet conduite à former un nombre croissant de futurs chômeurs. Par son niveau et son contenu tout d'abord : manque de professeurs et d'instituteurs qualifiés, inadaptation totale de ses programmes aux conditions d'un pays en voie de développement, etc. Mais surtout à cause du chômage considérable qu'a provoqué le choix du pouvoir royal en faveur du libéralisme économique depuis 1960.

Face à cette situation, l'opposition populaire oppose des solutions appelant un changement profond du régime. L'Union nationale des Etudiants marocains (U.N.E.M.) s'est, quant à elle, fixé comme objectif une transformation radicale de l'Université en fonction de quelques principes fondamentaux auxquels se rallient l'ensemble des étudiants marocains, qu'ils se trouvent dans les facultés d'enseignement français ou dans les facultés

d'enseignement arabe traditionnel (la Karaouyne de Fès, par exemple). Ces exigences fondamentales sont les suivantes :

— une généralisation et une démocratisation véritable au bénéfice de toutes les couches de la population ;

— une unification des multiples branches de l'enseignement et plus particulièrement des secteurs sous contrôle étranger (français, mais aussi américain et égyptien) ;

— une transformation totale des programmes et leur adaptation aux conditions d'un pays en voie de développement ;

— une arabisation, non par un retour à l'enseignement traditionnel mais par la création d'une « école marocaine, arabe et moderne, créatrice d'une culture qui puisse être le véhicule d'une expansion intellectuelle et économique ».

Qu'ils soient assurés dans cette lutte de l'entière solidarité des étudiants et des socialistes français.

Yves Le Pape,
Membre du Secrétariat national étudiant.

REVUE DE PRESSE

LES RAISONS DE LA COLERE

Qu'une simple démonstration de lycéens dégénère en puissante manifestation populaire contre l'ensemble de la politique gouvernementale, voilà qui ne saurait surprendre, surtout à Casablanca, où, depuis plusieurs mois, la colère contenue de masses de plus en plus deshéritées et brimées était pour ainsi dire palpable.

Que la police et l'armée aient tiré sur la foule. Qu'il y ait des morts et que les prisons soient pleines. Cela non plus, hélas! ne surprend pas.

La situation économique et politique au Maroc n'a cessé de s'aggraver depuis 1960. Elle atteint aujourd'hui le seuil critique et les manifestations de Casablanca ne sont qu'un exemple.

L'effondrement de l'économie marocaine, livrée au libéralisme captailiste a été illustré au début de l'année par la publication du budget 1965 dans lequel un tiers du revenu national est consacré aux dépenses de l'Etat et qui accroît considérablement les charges fiscales qui pèsent sur les masses populaires. De 1960 à 1964, les dettes du Trésor sont passées de 70 à 156 milliards! Toute l'économie marocaine est tributaire de l'aide étrangère, principalement française et américaine.

Depuis 1959, les salaires sont pratiquement bloqués et pourtant la hausse des prix a dépassé 50% depuis 1959. Le sucre, par exemple, qui est un produit de grande consommation au Maroc, a subi une hausse de 80% entre le mois d'août 1963 et mai 1964.

Le chômage n'a cessé de grandir.

Une conséquence directe de cette situation: la consommation des masses populaires a diminué de 15% par tête d'habitant depuis 1960.

Si l'on compte qu'au moins 25% de la population active est sans travail dans les villes, l'aspect des campagnes, est aussi dramatique puisque la moitié des travailleurs sont sous-employés.

Sur le plan politique, la situation est caractérisée par la faillite d'institutions antidémocratiques qu'une majorité gouvernementale issue d'élections truquées tente désespérément de maintenir en place par la répression, les provocations

policières et l'arbitraire quotidien.

Le mécontentement dans les campagnes - où les paysans sont les seuls au Maghreb à ne pas avoir récupéré les terres coloniales - est égal à celui qui règne dans les villes où les forces démocratiques sont en opposition ouverte avec le pouvoir royal.

Le complot gouvernemental d'août 1963 a tenté de décapiter l'Union Nationale des Forces Populaires dont l'un des principaux dirigeants, Mohamed Basri, est encore actuellement dans une cellule de condamné à mort. L'UNFP est encore vivante. Les grèves se multiplient et le gouvernement n'est pas arrivé à restreindre l'autorité de la puissante centrale syndicale, l'UMT. Le Parti Communiste Marocain est toujours arbitrairement interdit et ses membres, militants courageux pour la conquête d'une véritable indépendance, ont été emprisonnés et se voient refuser la possibilité de s'exprimer.

Quant aux étudiants, qui sont à l'origine des manifestations de Casablanca, voici longtemps qu'ils sont en conflit ouvert avec le gouvernement. Le palais royal a effectué plusieurs tentatives soit pour amener leur union nationale à collaborer avec le pouvoir, soit pour l'interdire purement et simplement. Dans les deux cas, il a échoué. Le président de l'UNEM, Berrada, a été condamné à mort pour avoir publiquement condamné l'attitude des responsables marocains dans le conflit des frontières en 1963. Son remplaçant Halaoui, est en prison depuis six mois pour avoir refusé de le désavouer. Il est passible de la peine de mort. Malgré cette répression, les étudiants ont multiplié les manifestations et les grèves aussi bien à Casablanca, qu'à Rabat ou à Fez contre la politique gouvernementale concernant l'éducation nationale. Leur mécontentement fait partie d'un mécontentement général qui règne sur l'ensemble du pays et qui s'est singulièrement exacerbé au cours des derniers mois, face à un pouvoir réduit aux expédients pour se maintenir.

Robert LAMBOTTE

(L'Humanité 25/3/1965)

APRÈS LES ÉMEUTES DE CASABLANCA

Les manifestations se sont étendues
mercredi à Rabat et à Fès

Selon des indications de source officielle, le calme régnait lundi matin sur l'ensemble du territoire marocain, et les communications téléphoniques avaient été rétablies.

Cependant, après les graves émeutes qui ont eu lieu mardi soir à Casablanca (et qui ont fait, selon les chiffres officiels, sept tués — non étudiants —

parmi les manifestants et soixante-neuf blessés), de nouveaux troubles se sont produits notamment dans la capitale économique, tandis que des manifestations d'étudiants étaient reprises à Rabat, et surtout à Fès, où l'on compte de nombreux blessés. Les autorités chérifiennes ont précisé qu'aucun membre de la colonie française n'avait eu à souffrir de ces troubles.

Le pouvoir royal et les étudiants

Par JEAN LACOUTURE

L'historien anglais George Young affirme que le destin des peuples d'Orient est façonné par les jeunes gens de moins de dix-sept ans. Formule que l'on doit compléter en ajoutant que les adolescents sont d'autant plus efficaces que des hommes mûrs et préparés au combat savent exploiter les situations que la fougue des plus jeunes a créées.

Au Maroc, en tout cas, les élèves des universités, lycées et collèges n'auraient pas cessé, depuis bientôt huit ans, de poser des problèmes au pouvoir royal, qu'il s'agisse de politique culturelle ou d'ordre public. Comment s'étonner d'ailleurs que, dans une jeune nation, les éléments jeunes prennent tant d'importance, et que, dans des pays dont le problème majeur est celui de la formation des cadres, ceux-ci, avant d'avoir acquis le sens des responsabilités, fassent sentir leur influence à court et à long terme ?

Première crise : Tétouan

À l'origine, les relations furent bonnes entre le sultan et les étudiants. Comment le roi aurait-il pu oublier le rôle joué, dans l'insurrection de sa doctrine politique, à partir de 1944, par les jeunes intellectuels de Rabat et dans son rappel sur le trône, par les étudiants marocains qui, à Paris, avaient acquis à sa cause tant de sympathies — au Bourbid, au Alaoui, au Youssfi, au Douali ? Surtout, dans sa capitale, Mohammed V fit appel à plusieurs de ces jeunes gens pour

entrer au gouvernement, ou le représenter à l'étranger.

À la fin de l'été 1957, encore, les relations restaient excellentes entre le roi et les « sachéens » : on le vit bien lorsque Mohammed V et son fils vinrent visiter les chantiers de la « route de l'Unité », animés par M. Ben Barka, maître à penser de la plupart des jeunes Marocains, et qui était encore, en tant que président de l'Assemblée consultative, un notable du régime.

La première crise entre la couronne et les étudiants survint dès avant l'éclosion de Benqal et la formation d'un parti peu féru de fidélité inconditionnelle, pendant l'été 1958. C'est alors en effet que se tint à Tétouan, l'ancienne capitale de la zone espagnole, un congrès de l'Union nationale des étudiants marocains (U.N.E.M.), où furent formulées les premières critiques fondamentales et publiques contre le régime.

La motion finale, réclamant la « démocratisation » des institutions, critiquait vivement les atteintes portées aux diverses libertés, déplorait « le désordre de l'administration » et — audace plus grande — osait que les forces armées royales n'étaient qu'« une armée d'apparat... peuplée d'éléments antinationaux » : commandée par le prince héritier Hassan, elle était l'orgueil du régime. Le dâi n'était pas commandé : il ouvrait une crise permanente entre le pouvoir et les jeunes intellectuels.

On aurait pu penser que l'accession au trône du prince Hassan, en 1961, modifierait ces rapports et pourrait être l'occasion d'une réconciliation. Le jeune souverain ne proclamait pas volontiers qu'il était un étudiant couronné ? Ne se montrait-il pas très fier de ses diplômes universitaires ? La suite des événements devait rappeler qu'il ne suffit pas d'être allé ensemble à l'école pour s'entendre en politique. Car si Hassan II se voulait un intellectuel moderne, il n'entendait pas pour autant, disait-il, « laisser mettre la monarchie en équation », c'est-à-dire donner le pas à la critique rationaliste sur la tradition.

Mais, si attaché qu'il fût à l'héritage de ses ancêtres, le jeune roi Hassan devait, face aux étudiants, mener le combat sur deux fronts : sur sa gauche, contre l'U.N.E.M. et les divers courants progressistes ; sur sa droite, contre les tenants intransigeants de la culture arabo-musulmane.

La tension culmine qu'elle a connue en 1963, lorsque le président de l'Union nationale des étudiants, M. Hamid Berrada, fut publiquement poignardé à Alger pour les honneurs de M. Ben Bella contre celles du roi Hassan, après avoir été impliqué dans le « complot de juillet » contre le roi. Le leader étudiant fut, comme M. Ben Bella, condamné à mort par contumace. Mais jamais ses camarades — même ceux qui avaient jugé cette prise de position inacceptable — ne voulurent se désolidariser de lui. Au mois de septembre dernier, à Rabat, son successeur, M. Hissani, faisait encore mention non sans fièvre à la tribune.

Hissani il convoque alors les dirigeants de l'U.N.E.M. et leur déclare que s'il pourrait parfaitement admettre la contestation de la part des organisations étudiantes, il ne saurait tolérer qu'elles priassent des positions éminentes à l'intérêt national. L'averbissement coïncidait avec

l'ouverture de « pourparlers » entre l'U.N.E.M. et le pouvoir, se proposant de ne pas évincer les prescriptions d'une loi de juin 1961 qui interdit aux élèves de l'enseignement secondaire de faire partie d'une association de type syndical.

Le procès intenté à l'organisation étudiante tourne court, les dirigeants de l'U.N.E.M. ayant pu faire la preuve que, tout en négligeant certains détails de procédure (1), ils avaient modifié leurs statuts en accord avec les prescriptions légales. Le procès, indépendamment d'un résultat fâcheux pour l'autorité royale, semble avoir bien finalement réglé les rapports entre le pouvoir et les futurs cadres de l'État.

«...et couvrez-vous à droite»

Le débat avec la gauche, Hassan II devrait également l'être avec la droite, pourrait engager une alternative de la droite. En 1964, en effet, les étudiants de l'université Quinquyenne (microphone) de Fès se mettaient en grève pour protester contre l'organisation d'un examen de langue étrangère, tandis qu'à l'ouest d'un colloque de l'enseignement organisé dans les environs de Rabat sous l'égide du sultan, au mois d'avril, les partisans de l'arabisation rapide de l'enseignement l'emportaient (2) tout au moins sur les défenseurs du bilinguisme, dont le roi est le tenant le plus ardent.

Ces diverses extrémités du spectre ont pris un caractère plus grave et elles ne se situent plus en climat social de plus en plus tendu. Si les organisations étudiantes s'entretenaient des rapports de plus en plus intimes avec les groupements politiques d'opposition et si la très grande majorité de leurs collègues des universités françaises n'appuyaient leurs revendications et ne constituaient pour cette agitation la tentée ou critique une palette de résonances internationales.

C'est ainsi qu'à propos d'une affaire apparemment technique, et où le gouvernement de Rabat se paraissait pas si mal inspiré — la réorientation obligatoire vers l'enseignement technique des élèves de plus de dix-sept ans, — la longue animosité entre le pouvoir et les futurs cadres de l'État a dégénéré en acrobies garçonniers.

Quand s'opère la conjonction entre le mécontentement des intellectuels et la colère des ouvriers et des chômeurs, les régimes doivent se tenir sur leurs gardes.

Jean-Lucien

Après le sang versé...

Le pouvoir à l'heure du choix

MALGRE l'éteignoir policier, les informations qui parviennent de Casablanca font apparaître la sanglante répression déclenchée par le gouvernement marocain contre les manifestations populaires de la semaine dernière.

130 morts, des centaines d'arrestations lancées contre les responsables syndicaux, ceux de l'Union des Étudiants, les militants de l'U.N.F.P., plusieurs dirigeants communistes dont Abdesslem Bourquia, 700 condamnations à des peines de prison ou des amendes.

Affolé par l'ampleur de la réaction populaire, le pouvoir a voulu recourir à l'intimidation la plus odieuse. Samedi, il faisait exécuter quatorze des inculpés du « complot » de juillet dernier.

Examinons les faits.

UNE JEUNESSE

EN COLERE

Des lycéens, des étudiants descendent dans la rue. Pourquoi ? Parce qu'ils subissent directement l'oppression. Parce que la faim du corps et de l'esprit insatisfaits donne très tôt une conscience politique, une conscience de classe, à des adolescents mûris par le malheur quotidien et par les espoirs étouffés.

Il y a à peine plus d'un an, les quelque mille jeunes du lycée Moulay-Hassan de Casablanca, en grève pour protester contre la mauvaise qualité de la nourriture, furent sauvagement matraqués dans la cour même de l'établissement par les « gardes municipaux » du général-gouverneur Driss ben Aomar. Aujourd'hui, il n'est plus question de nourriture. C'est contre le ministre de l'Éducation nationale que la levée en masse des jeunes s'est effectuée. Ce n'est plus dans l'enceinte d'un lycée, c'est dans la rue que la manifesta-

tion s'est déroulée. La réponse du pouvoir, on la connaît. Le bilan est tragique.

Quel est le motif immédiat de cette colère d'étudiants ? Le ministre venait d'interdire le passage au second cycle des élèves âgés de plus de dix-sept ans. Or il faut savoir que l'alphabétisation tardive, le démantèlement volontaire de l'enseignement primaire, l'incohérence des réformes successives du secondaire ont retardé la plupart des jeunes — et surtout ceux issus des couches les plus humbles — dans leurs études. Certes, les fils de la bourgeoisie peuvent toujours passer à l'échelon supérieur, soit par favoritisme, soit par le canal de l'enseignement « libre ». Mais les enfants du peuple ne peuvent compter ni sur « le piston » ni sur les cours privés payants.

Mais il est bien vrai que cette décision, marquée de l'esprit de classe, ne fut que la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Les jeunes n'ont pas oublié que l'ancien président de l'U.N.E.M. (Union nationale des étudiants marocains) Berrada, est toujours sous le coup d'une condamnation à mort pour n'être pas entré dans les vues du pouvoir lors du conflit des frontières. Quant à son successeur, Halaoui, il est emprisonné pour n'avoir pas voulu désapprouver Berrada. L'U.N.E.M., elle-même, fut accusée d'illégalité, et s'il est vrai que le tribunal ne suivit pas le procureur dans ses conclusions, ce dernier fit appel et la menace demeure entière.

Bref, la jeunesse studieuse du Maroc ne s'est pas livrée à un chahut d'étudiants, elle est passée à l'action pour exprimer un mécontentement aux causes multiples et profondes. Il n'est nul besoin d'inventer des « agitateurs » pour expliquer la manifestation de mardi.

Mais pourquoi cet acharnement du pouvoir contre des lycéens et des étudiants ? Pour deux raisons principales : d'une part, il y a la vieille méfiance réactionnaire contre tout ce qui est jeune et qui pense ; d'autre part, le pouvoir sait bien que cette jeunesse ne pourra rien faire de ses diplômes, faute de débouchés. Le problème, po-

40

l'Etat marocain de former des cadres mais au contraire de freiner et d'étouffer des promotions qu'il n'est pas en mesure de satisfaire. En quoi nous atteignons un problème beaucoup plus général. Car il n'est pas très sérieux de vouloir réduire cette tragédie à une colère juvénile. Pas plus en Espagne qu'au Maroc, les revendications estudiantines ne peuvent se détacher du contexte général, économique, politique et social. Ce contexte est particulièrement caractéristique dans la capitale économique du royaume. Aussi les banderoles des manifestants proclamaient simultanément : *« De l'argent pour l'Education nationale et non au plan triennal ! »*

LE PEUPLE DE CASABLANCA

Il est bien évident que ces « écoliers » ne furent pas seuls dans les rues de Casablanca ! La population de la grande cité ne pouvait qu'être solidaire de la juste colère des jeunes. Celle-ci n'a été que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

C'est à Casablanca que se situe la plus forte concentration industrielle du Maroc. C'est donc là que se trouve aussi la plus forte population ouvrière. Mais on y trouve en outre d'innombrables petits commerçants dont le sort est lié étroitement au pouvoir d'achat des couches salariées : le niveau de vie des uns conditionne le niveau de vie des autres. Il faut encore ajouter que la campagne est toute proche : les troupeaux paissent dans les terrains promis à la construction et les champs interpellent les faubourgs. Il n'y a pas de cloison étanche entre la campagne et la ville. Les paysans dépourvus de terres affluent et s'entassent dans les immondes bidonvilles qui cernent la cité.

De plus, ces masses, au très bas niveau de vie, ne sont pas inorganisées. La conscience politique et même la conscience de classe ne sont pas inexistantes. L'U.M.T. (650.000 adhérents) groupe l'immense majorité des syndiqués. L'Istiqlal, parti bourgeois nationaliste, est fortement implanté chez les boutiquiers et de ce fait ne peut être considéré comme l'émanation exclusive de la bourgeoisie et des nantis. L'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.) est le pôle d'attraction de très nombreux travailleurs manuels et intellectuels. C'est l'une des principales forces politiques de Casablanca. Il ne faut pas oublier les communistes qui, bien qu'interdits en tant que parti, et dont les journaux sont systématiquement saisis et suspendus venaient à peine de disparaître, jouent efficacement leur rôle d'avant-garde de la classe ouvrière. Leurs cadres, leurs militants n'ont jamais été coupés des masses ni isolés du reste des mouvements nationaux. Ils entretiennent des relations amicales, parfois fraternelles, toujours confiantes, avec leurs camarades de l'U.N.F.P. à la presse de laquelle ils apportent leur collaboration, avec l'U.M.T. où ils militent, avec les patriotes de l'Istiqlal enfin.

Les masses sont donc solidement organisées. Elles sont aussi vigoureusement revendicatives. Il y a probablement 400.000 travailleurs sans emploi à Casablanca et ce chiffre va croissant. D'une part, il s'accroît du nombre des jeunes, arrivés à l'âge adulte et qui ne trouvent aucun emploi ; d'autre part, il s'augmente des salariés réduits au chômage par la crise économique qui va s'aggravant.

LA FAILLITE DU POUVOIR

La hausse inexorable du coût de la vie, le sous-emploi, le non-emploi, le chômage se répercutent directement sur le petit commerce.

Quant à la paysannerie, qu'elle travaille pour survivre ou qu'elle campe, affamée, aux portes de la cité, sa situation est dramatique : 74,2 % des

foyers paysans ne disposent pas de terre ou possèdent un lot inférieur à 2 ha de sol ingrat.

Cette misère, cet effondrement du niveau de vie, cette lente descente vers l'abîme de la paupérisation, tout cela remet en mémoire la forte parole du Manifeste : « Ils n'ont à perdre que leurs chaînes ».

Au lendemain de l'indépendance, la misère, fruit amer du sous-développement et du colonialisme, était supportée, car l'espoir luisait à l'horizon. Mais quand l'espoir s'éteint, la misère et le malheur deviennent intolérables. Or, le gouvernement actuel du Maroc a perdu, auprès des masses, tout crédit. Il n'inspire plus aucune confiance au peuple, sa démagogie s'est usée, son impuissance est démontrée.

Incapable de promouvoir l'industrialisation, il gonfle néanmoins démesurément le budget de fonctionnement aux dépens du budget d'équipement : le premier est en augmentation de 184 % par rapport à 1955 alors que depuis cette date le revenu national ne s'est accru que de 70 %. C'est dire que cet accroissement du revenu national est tout entier absorbé par les nouvelles classes dirigeantes (s'ajoutant aux exploités étrangers qui n'ont point disparu) et par les dépenses improductives et somptuaires. Rien n'en revient au peuple puisqu'en raison de l'inflation et de la croissance démographique on estime à 50 % la chute du niveau de vie !

Ajoutons à cela le sentiment national blessé et humilié par les accolades avec le spoliateur Franco, par la soumission aux ordres de l'Amérique, par la rupture de la solidarité anti-impérialiste (vote en faveur de la Malaisie), par la main tendue à Bonn, etc. L'étonnant serait que dans de telles conditions objectives et subjectives, il ne se passe rien.

UNE SITUATION D'OTAGE

Depuis les élections truquées de 1963, le roi avait formé divers gouvernements appuyés sur une coalition conservatrice : le F.D.I.C. ou Front de défense des institutions constitutionnelles. Or, voilà que depuis quelque temps déjà ce Front craque. Ce fut d'abord le divorce entre ses deux principales constituantes : le Parti dit démocratique et socialiste (P.S.D.) de M. Guédira (homme de confiance du roi) et le Mouvement populaire d'essence féodale et agrarienne. Mais voici que chacune de ces forces se lèze à son tour : les leaders du P.S.D. s'opposent les uns aux autres, tels MM. Guédira et Boutaleb, le Mouvement populaire est pratiquement scindé en une tendance ultra-réactionnaire et berbérissante, celle de M. Ahardane, et une tendance plus ouverte conduite par M. Khatib. Dans de telles conditions, le roi s'apercevait bien que les fondations du pouvoir s'effondraient. Il pouvait, certes, s'appuyer sur l'armée et sur la police, et le général Oufkir fit connaître son soutien. C'était, pour le souverain, accepter la situation d'otage. D'où, pour éviter une alliance contraignante et pour retrouver une majorité de gouvernement, des appels à l'union nationale. L'opposition ne repoussa pas ces appels, mais elle fixa ses conditions. L'U.N.F.P. fit savoir entre autres qu'une telle union présupposait la libération des internés politiques. Quant à l'istigial, il posa comme préalable l'organisation d'élections nouvelles avec des garanties démocratiques.

DICTATURE MILITAIRE OU DEMOCRATIE NATIONALE ?

Bien entendu, c'était là seulement, comme nous l'avons dit, « des préalables ». Restait le fait que les organisations populaires avaient un programme et que celui de l'istigial comme celui de l'U.N.F.P. présentaient de nombreux points communs qui entraînaient « une véritable révi-

sion déchirante » de la politique suivie depuis 1963...

Cela explique pourquoi le roi, ayant lancé l'appel et reçu la réponse, resta par la suite muet. Ce silence de mauvais augure ne pouvait qu'augmenter la tension. On vient d'en voir les dramatiques conséquences à Casablanca (et aussi à Rabat et Fez).

C'est bien en ces termes que le problème se pose au lendemain du drame sanglant. On sait que c'est le général Oufkir qui a pris en main la répression : la plus sanglante du régime alaouite. « Je n'ai pas le sang de mon peuple sur les mains », aimait à répéter le défunt Mohamed V. Les choses ont changé.

Mais plus que jamais le pouvoir se trouve devant un choix qu'il ne peut plus éluder.

Ou bien le souverain devra faire la preuve de son option en faveur de la démocratie, et l'on sait quelles en sont les conditions, ou bien, réduit à s'appuyer sur l'armée, il sera la marionnette d'une junte militaire fascisante... et l'on sait comment se terminent de telles aventures...

Quoi qu'il en soit, le combat des forces démocratiques ne cessera pas. Et les manifestations de Casablanca ne seront pas sans lendemain. Ce sang versé sera lourd de conséquences.

Oh ! bien sûr, il n'est pas question de jouer les prophètes.

Nous disons seulement que la manifestation du mardi 23 mars a mis face à face, dans des conditions dramatiques, les forces démocratiques et la répression policière.

L'armée et la police ont frappé fort afin d'affirmer cyniquement qu'elles comptent sur la terreur comme moyen essentiel de gouvernement. Il s'agit donc de savoir si le pouvoir royal, qui porte ses responsabilités, cautionnera en fin de compte cet emploi de la terreur, auquel cas la monarchie ne subsistera qu'en tant que principe formel, la réalité du pouvoir étant dans les mains de la clique militaire.

Ou bien le pouvoir royal se résoudra à satisfaire les aspirations populaires en respectant les lois fondamentales de la démocratie. Dans l'un et l'autre cas l'ère de la monarchie absolue sera close. Dictature ou démocratie, il faut choisir. Le souverain sait bien que tel est le dilemme. On comprend qu'il hésite. Il lui faudra cependant se décider à formuler, en actes, sa réponse.

Guy MARTIN.

COINCIDENCE OU INTIMIDATION

"L'escalade" n'est pas un processus réservé à la stratégie. Elle peut aussi s'engager entre un peuple et ses chefs, et, si "graduée" qu'elle soit, se tromper souvent d'objectif. On est bon de mesurer l'ampleur de ses coups. Il est meilleur d'en choisir le point d'application, on le voit et on le verra mieux encore au Vietnam.

On le constate aussi au Maroc où quelques groupes de gens, inquiets, d'une réglementation - probablement inévitable - qui pourrait leur interdire l'accès aux carrières libérales ou administratives, font, par des manifestations, de rues apparemment inoffensives, prendre un feu qui couvait depuis longtemps dans les immenses bidonvilles casablancais.

Probablement fortuite, l'alliance entre les ouvriers et les étudiants, ou plus précisément entre les sous-prolétaires en mal de travail et les jeunes gens en mal d'école, produit l'effet explosif qu'elle a toujours eu, de Péetrograd au Caire et à Saïgon.

L'émeute pourrait rester limitée, mais la répression militaire, assurée par des unités blindées, mitraillant la Nouvelle Médina de la plus grande cité marocaine, lui donne une dimension nationale. Partis et syndicats, qui jusqu'alors - mises à part certaines fédérations d'enseignants qui ont pu alimenter au départ l'effervescence étudiante - sont restés étrangers à l'agitation, expriment la réprobation que suscite parmi leurs adhérents le châtiment collectif infligé à la foule: mais ils prennent soin de rester dans la légalité, et après avoir annoncé qu'ils boycotteraient désormais le Parlement, les députés décident de participer à ses travaux, ne serait-ce que pour y freiner la répression.

Le Palais et le gouvernement vont-ils profiter de ce loyalisme pour circonscrire l'affaire et tenter de s'assurer de plus larges concours afin d'étendre les bases du pouvoir et de faire face à une crise qui dépasse visiblement le cadre d'une émeute et de la périphérie casablancaise? Non "l'escalade" continue.

Samedi 27 mars, au milieu de l'après-midi, on apprend que 14 personnes ont été exécutées. De qui s'agit-il? D'émeutiers pris les armes à la main, dans les derbs, ces ruelles des bidonvilles? Non. Selon une mise au point officielle, les personnes exécutées sont celles qui avaient été arrêtées en juin et juillet 1964, aux abords de la frontière algérienne,

venant du pays voisin, où, selon les indications fournies à Rabat, elles avaient été préparées dans un camp d'entraînement à déclencher la subversion au Maroc. Selon d'autres commentaires émanant de milieux officiels, ces exécutions n'ont aucun rapport avec les événements de Casablanca: conformément à la procédure pénale marocaine, elles auraient été fixées depuis trois mois au 27 mars. Même si d'aucuns peuvent trouver la coïncidence fâcheuse, poursuit-on dans ces milieux, elle démontre une fois de plus le respect de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire au Maroc...

On ne veut pas, à priori, mettre en doute une telle argumentation. Mais il est probable qu'une telle coïncidence apparaîtra à certains observateurs comme une maladresse, que d'autres conclueront à une exécution d'otages.

QUATRE FORCES.....

Dans une telle conjoncture, le gouvernement de Rabat fait face à quatre forces ou groupes de forces: les partis politiques, qui de l'Istiqlal à l'UNFP, pratiquent l'opposition légale et ne paraissent pas avoir modifié, depuis une semaine, leur comportement: les syndicats, et notamment l'UMT, qui avaient choisi depuis plus d'un an de faire une partie de la route avec le pouvoir, ont réagi à la répression casablancaise par des menaces de grève générale, mais ne semblent pas décidés à passer à l'action directe, mis en garde qu'ils sont par leurs adhérents, dont la grande majorité est faite d'ouvriers disposant d'un emploi et fort préoccupés de ne pas le perdre dans une aventure; une masse mal encadrée, d'abord animée par les étudiants, mais dont les gestes, y compris les plus violents et les plus absurdes, sont très vraisemblablement spontanés et ne traduisent que l'aveugle colère des affamés; enfin des réseaux activistes, tel que celui que dirigeait Cheikh El-Arab, le principal accusé du "complot de juillet" 1963, depuis lors abattu par la police.

.... UNE CIBLE

C'est à cette dernière catégorie d'opposants, décidés à tout et qui ont su trouver des complicités dans le pays voisin - à un niveau mal défini - qu'appartiennent les victimes des exécutions de samedi, dont la culpabilité n'a d'ailleurs jamais été mise en doute. Mais ce qui est douteux,

c'est la connexion entre ce groupe et les autres. Frapper les commandos subversifs, de la frontière aura-t-il le moindre effet sur le comportement de l'Union Nationale des Forces Populaires, sur celui de l'Union Marocaine du Travail, et surtout sur l'attitude des dizaines de milliers de miséreux de Casablanca qui n'ont cessé de voir défiler sous leurs yeux les automobiles de luxe que pour voir passer et tirer, les blindés du général Oufkir?

Si l'exécution des déserteurs rebelles de l'Oriental est une coïncidence, elle ne peut guère servir de "leçon" aux candidats agitateurs des grandes agglomérations urbaines. Si elle relève de l'exécution d'otages, on peut craindre qu'elle creuse davantage le fossé entre la couronne, qui reste garante du principe de l'unité du territoire et de la nation marocaine, et des organisations politiques et ouvrières sans le concours desquelles il sera de plus en plus difficile d'assurer le développement économique et la formation culturelle de ce pays dont l'effervescence ne représente pas seulement un risque d'anarchie, mais constitue aussi une démonstration de vitalité.

(Le Monde 30/3/1965)

Répression sanglante au Maroc

(D'un correspondant)

Le Maroc vit son « ère constitutionnelle » : brimades, enlèvements, exécutions sommaires, tueries savamment orchestrées, tel est le lot quotidien du peuple marocain sous le régime royal. La contradiction frise l'in vraisemblable, voire la fiction, si elle ne faisait état d'une situation où l'arbitraire est érigé en système : même la Constitution qui répondait par son esprit et son contenu aux vues autocratiques du souverain marocain devait apparaître bientôt comme un handicap au libre exercice de prérogatives sans cesse insatiables d'un monarque de droit divin qui s'accommoderait fort mal de quelques restrictions formelles ! L'on comprend aisément alors que le pouvoir ne s'embarrassait plus de scrupules dans sa volonté de démanteler les organisations populaires avant d'affronter dans les rues le mécontentement des masses marocaines par le fer et dans le sang.

UNE SITUATION QUI A SES ANTECEDENTS

Nous n'allons pas dresser ici le bilan des « exploits » réalisés par le pouvoir depuis 1960, l'inventaire en serait trop lourd. Nous rappellerons cependant pour mémoire les conditions peu flatteuses dans lesquelles s'était déroulé le référendum-plébiscite constitutionnel qui ne tendait qu'à légaliser un absolutisme de fait, les tentatives de morcellement des courants révolutionnaires issus de la période de la lutte de libération nationale précédant une phase de coercition et de musèlement de l'opposition.

Le Parti Communiste se trouve interdit depuis 1960 ; et la mascarade de justice qui a caractérisé le procès du prétendu « complot » de juillet 1963 s'inscrit dans ce même ordre d'idées puisqu'elle visait à décapiter le parti de gauche, l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.). Même l'Union Nationale des Etudiants du Maroc — l'U.N.E.M. — a été large-

ment visé par les exactions et la répression : à peine sortie victorieuse d'une procédure judiciaire dont le dessein était sa dissolution pour des motifs fallacieux, elle doit faire face à l'appel interjeté par le procureur insatisfait au moment où son président, Haloui, dont l'état de santé est de plus en plus préoccupant est toujours détenu sous l'inculpation d'« atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ». Les libertés élémentaires sont bafouées à tel enseigne que même la presse bourgeoise, quelque peu gênante pour un pouvoir soucieux d'inconditionnalité, doit encourir les interdictions.

Quant aux moyens de cette politique, le régime les puise dans l'appareil de l'Etat dont il s'est accaparé et où l'armée et la police tiennent une place déterminante pour devenir la pierre angulaire du système, doublées du reste d'une brigade spéciale qui a su faire ses preuves. L'année 1964 a connu à elle seule une floraison de condamnations à la peine capitale.

Sur le plan économique, le marasme est à son comble et les résultats du libéralisme axé sur les investissements de capitaux étrangers — qui, malgré des dispositions trop favorables, boudent ce pays incertain — accusent une nette détérioration que ressentent de façon particulière les couches déshéritées. En témoigne le budget, déficitaire de plus de 3 milliards de francs belges, et destiné à alimenter surtout les secteurs improductifs et les dépenses somptuaires. La fiscalité a par trop subi une poussée vertigineuse diminuant gravement le pouvoir d'achat des populations laborieuses et paysannes qui souffrent d'une paupérisation totale.

La GAUCHE (Bruxelles)

3.4.65

Depuis le « complot de juillet », qui fut, en 1963, l'occasion d'une sévère répression contre l'U.N.F.P., l'U.N.E.M., très proche du parti progressiste, est en conflit ouvert avec le pouvoir. Il a suffi que des lycéens se rebellent à Casablanca pour qu'elle se jette dans la bataille, non seulement dans la capitale économique, mais aussi à Rabat et à Fès. De nombreux enseignants, comme le prouvent les arrestations, se solidariseront avec eux. Aujourd'hui, le divorce entre le Palais et l'Université apparaît plus profond que jamais.

De nombreux régimes, dans le monde arabe, ont fait l'expérience de ce qu'il leur en coûtait d'avoir leurs étudiants contre eux. M. Bourguiba s'est efforcé à temps de prévenir l'altération. Mais pour Hassan II, il semble que les derniers événements aient couronné la rupture. Entre l'U.N.F.P., affaiblie par ses épreuves, et l'U.M.T., obnubilée par la tactique syndicale, l'U.N.E.M. apparaît aujourd'hui comme l'élément le plus dynamique du « progressisme » marocain.

Un avertissement

Le gouvernement chrétien a cru prévenir les critiques et conjurer ses détracteurs en proclamant que des éléments étrangers à l'Université avaient exploité à des fins partisans les manifestations de lycéens : en fait, il a ainsi révélé à qui l'ignorait que non seulement les collèges, mais aussi les foules des médinas, lui étaient hostiles. La fronde des premiers a donné aux seconds l'occasion d'exprimer leur impotence, c'est-à-dire leur misère. Casablanca est la ville la plus « sensible » du royaume. Des milliers en quête de travail viennent chaque mois grossir les rangs des chômeurs, dont le nombre, difficile à évaluer, atteint, dit-on, quatre cent mille. Loin de s'améliorer, la situation du prolétariat casablancais ne cesse de s'aggraver au fur et à mesure que se dégrade la situation économique du pays.

Le dénuement et le mécontentement se sont encore accrus lorsque furent augmentés dernièrement le prix des transports et surtout celui du sucre, décrié de base de l'alimentation marocaine. Dans les quartiers périphériques de la ville, il n'est pas besoin d'agitateurs ou de ces « provocateurs » dénoncés par le gouvernement pour attiser le désespoir et déclencher les violences. Sans doute l'U.N.F.P. et l'U.M.T. ont-elles des positions assez fortes à Casablanca, mais les cadres de ces organisations se sont surtout, en l'occurrence, efforcés de canaliser, ou même de contenir, la fureur des émeutiers. Les événements de Casablanca constituent en tout cas un sévère avertissement pour le gouvernement chrétien.

Ph. H.

LES TROUBLES DU MAROC AVAIENT UNE DOUBLE CAUSE :

La colère des étudiants
et la misère des chômeurs

PUTSCHS ou mouvements de rue ; en pays arabes, les poussées du filon sont plus souvent des révoltes spontanées que des révolutions organisées.

Ancien tadjik se laissant précéder les troubles qui se sont produits au Maroc. Le roi tentait de faire, se préparant à recevoir le président du Libéria, puis le chef d'Iran, avant de repartir pour Moscou. A la tribune du Parlement, on débattait du plan triennal ; dans les couloirs, dans la presse, les députés de la majorité et de l'opposition, jouant le jeu de la démocratie formelle, glosaient sur l'appel à l'union lancé par Hassan II à l'occasion du quatrième anniversaire de son accession au trône.

L'Istiqlal tenait un congrès de style « radical » d'où il ressortait que son pouvoir était moins de contrarier le pouvoir que d'y participer. L'U.N.F.P., affaibli par la répression de l'an dernier et par ses divisions persistantes, retrouvait sa combativité sur le plan parlementaire, mais n'envoyait aucunement (elle en était d'ailleurs incapable) une action subversive, et, d'une manière générale, la moindre entreprise illégale qui aurait risqué de l'exposer à nouveau à la répression. Enfin, la puissante Union marocaine du travail (U.M.T.) se cantonnait prudemment dans l'action syndicale, et n'était nullement disposée à lancer ses troupes de Casablanca dans une épreuve de force aventureuse.

Les émeutes de Casablanca, celles, moins violentes, de Rabat et de Fès, ne correspondaient donc pas à un plan établi par l'opposition, politique ou syndicale, ni à une conspiration d'agitateurs clandestins, moins encore à une tentative de subversion étrangère (comme l'arrestation d'éléments irakiens et syriens aurait pu le laisser croire).

La meilleure preuve en est que tout le monde a été surpris par l'événement : les autorités d'abord, qui n'ont pu dissimuler leur désarroi ; l'U.N.F.P., qui s'est gardée de prendre sur le coup des positions qui auraient pu laisser

croire, et qui n'a donné que tardivement des mots d'ordre de grève. L'improvisation était si flagrante que le gouvernement chérifien pouvait difficilement conclure à la préméditation, quand bien même une nouvelle occasion lui était offerte de réprimer ses adversaires et d'affaiblir une opposition qu'il ne parvenait pas à résorber.

Le « détonateur »

LES émeutes de Casablanca ont éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Comment un « chahut » de lycéens a-t-il pu dégénérer dans le plus violent combat de rues qu'ait connu le Maroc depuis l'indépendance ? Pourquoi le mécontentement de quelques centaines de « potaches » irrités par une décision de leur ministre a-t-il engendré le soulèvement des médinas du grand port ? C'est ici qu'intervient la conjonction explosive de deux facteurs : la colère des étudiants et la misère des chômeurs. Les premiers ont joué en quelque sorte le rôle de « détonateur » dans cette grande chaudière que constitue, aujourd'hui comme sous le protectorat, Casablanca.

En Algérie, la plupart des étudiants sont favorables au régime. En Tunisie, une partie seulement est hostile à M. Bourguiba. Au Maroc, la très grande majorité est dans l'opposition, soit qu'ils militent dans la progressiste Union nationale des étudiants marocains (U.N.E.M.), ce qui est le cas pour la plupart, soit qu'ils aient des affinités avec l'Istiqlal. Leur hostilité au régime de Rabat n'a fait que croître ces dernières années. Ils lui reprochent son autocratie, sa « démocratie » apparente et trompeuse, son féodalisme économique, son conservatisme social, et le jugent d'autant plus sévèrement qu'ils se sentent plus attirés vers les expériences de la R.A.U. et surtout de l'Algérie voisine.

Plus significative paraît être la participation croissante de l'armée aux affaires de l'Etat : elle détient les deux ministères clés de l'Intérieur et de la Défense. (Le général Ameriane, titulaire de ce dernier poste, a même un passé franquiste).

L'économie marocaine en stagnation

Hassan II, pourtant, s'est réclamé à l'occasion d'un certain socialisme, comme il est vrai pour beaucoup de leaders du Tiers Monde. Mais le régime d'économie libérale effectivement en vigueur au Maroc semble se trouver dans l'impasse : malgré des conditions alléchantes, les capitaux étrangers hésitent à s'investir dans un pays jugé peu « sûr » et pour cause. Le grand capitalisme français, lui, se borne à garder aussi jalousement que possible ses citadelles et ses chasses gardées.

La plus grande part de la puissance économique marocaine est aux mains de la banque Rothschild, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, etc. en dépit des pas accomplis depuis l'indépendance vers la nationalisation accrue aux affaires de la bourgeoisie nationale au sein de l'Etat marocain lui-même.

Le problème agraire, aussi, est loin d'être résolu, malgré la très lente réforme qui s'est opérée ces dernières années. Mais l'essentiel des terres cultivables demeure dans les mains soit des gros propriétaires fonciers marocains, soit des propriétaires de la colonisation français. L'U.N.F.P. défend une réforme agraire radicale, et la récupération des terres de colonisation sans indemnités, en justification de sa position par les gros propriétaires des colons, à la « belle époque » du protectorat.

Tandis que le tiers du budget marocain est absorbé par les dépenses militaires, de police et d'administration, tous les problèmes de l'industrialisation harmonieuse et du développement économique marocains demeurent posés également. La poussée démographique très forte « éponge » à peu près exactement le taux d'accroissement du revenu national prévu par le plan triennal, et ce plan, qui est censé mobiliser les énergies populaires, ne réussit pas à enthousiasmer des masses ainsi vouées au maintien de leur bas niveau de vie.

Sur le plan politique, les deux branches de l'opposition, l'istigial, parti de la bourgeoisie, et l'U.N.F.P., qui constitue la gauche radicale, ne sont pas nécessairement insensibles aux appels fréquents à l'union nationale lancés par la monarchie.

Mais cette union nationale se heurte aux problèmes réels, à l'antagonisme entre les forces conservatrices et les forces populaires. L'U.N.F.P. réclame la libération de tous les détenus politiques depuis l'indépendance, l'élection d'une Constituante dans le cadre d'un système représentatif démocratique, la constitution d'un gouvernement appuyé sur les forces ouvrières et paysannes.

La monarchie qui, pendant de longues années, s'est identifiée au Maroc lui-même, s'agit-elle résoudre ces contradictions grandissantes ?

Est-elle vouée à un isolement croissant ou saura-t-elle opérer encore son rétablissement ?

Cette question conditionne non seulement l'avenir du Maroc mais encore, largement, celui de toute l'Afrique du Nord, de ce Maghreb qui allège cette côte trois régimes dissemblables, avec des forces sociales différentes au pouvoir à Rabat, à Tunis et surtout à Alger.

Robert FALONY.

LE ROI, SON ARMEE, SA POLICE..... ET LE PEUPLE

"Le Maroc est un Etat libre, il nous reste maintenant à libérer les Marocains".

Ces paroles ne datent pas d'hier. Elles furent prononcées par Ben Barka, l'un des principaux dirigeants de l'Union Nationale des Forces Populaires, au Congrès de fondation du P.S.U.

Le leader de la tendance de gauche de l'Istiqlal qui allait bientôt devenir l'U.N.F.P. venait apporter à notre parti le salut des forces socialistes marocaines.

L'heure de la libération a-t-elle sonné pour le peuple marocain? Une chose est certaine la manifestation des étudiants de Casablanca a déclenché un affrontement entre le peuple et le pouvoir d'une ampleur jamais atteinte.

AGADIR: UN CAMP DE CONCENTRATION

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Maroc, il convient d'examiner les déclarations officielles avec une attitude critique. Les autorités chérifiennes parlent de complot. Comme si les événements de Casablanca, de Fez et de Rabat étaient survenus dans un pays connaissant une parfaite tranquillité, à la faveur de l'habileté de quelques conspirateurs.

Voilà quelques mois que Casablanca bouge. Les 16 et 18 décembre dernier, la grande ville marocaine a été le centre d'un mouvement de grève générale affectant le secteur public et le secteur semi-privé de l'ensemble du pays. Plus grave encore apparaît la situation dans des régions moins fréquentées par les journalistes de la grande presse internationale. Au début de janvier un bulletin d'information de l'UNFP nous apprenait: "La province d'Agadir constitue aujourd'hui un vaste camp de concentration. Institué de 5 à 30 jours un travail forcé sur les chantiers de l'Etat frappe l'ensemble de la population active de cette province, qui s'est obstinée en mai 1963 à voter pour les progressistes. Des milliers de jeunes, fuyant cette corvée féodale, se font embaucher, à prix d'or, dans les mines de France et de Belgique. "

Dans cette région, il n'est pas nécessaire de manifester un activisme de gauche par trop débordant pour risquer de prison. A Choutka, des citoyens ont été arrêtés pour avoir serré la main du député de leur circonscription Mehdi Slimani, membre de l'UNFP.

A la fin de janvier le malaise atteignait sur l'ensemble du Maroc de telles dimensions que les moins courageux des parlementaires bourgeois joignirent leurs voix à celles de l'opposition pour mettre le gouvernement en minorité sur une question secondaire.

Le gouvernement demeura en place. Mais ce vote n'en indique pas moins combien la bourgeoisie elle-même a peu de confiance dans l'avenir du régime actuel.

12 MILLIARDS POUR LA REPRESSION

Le complot invoqué par les autorités chérifiennes ces jours derniers, semble bien une affaire montée de toutes pièces et destinée à justifier devant l'opinion internationale une répression de plus en plus féroce qui s'abat sur des couches de plus en plus étendues du peuple marocain.

Le "pédigree" des deux principaux responsables du maintien de l'ordre est à lui seul assez révélateur. Le général OUFKIR, ministre de l'Intérieur, a participé comme officier de l'armée française à la guerre d'Indochine. Il s'est fait la main en "cassant du Viet". Le général MEZIANE, ministre de la Défense, est un vieux compagnon de Franco qui en avait fait le gouverneur "espagnol" des Iles Canaries, poste qu'il occupa jusqu'à l'indépendance du Maroc.

Les forces de repression comprennent la police et l'armée, encadrées par des officiers supérieurs formés dans les guerres coloniales et apparentés pour la plupart aux anciens caïds.

Selon l'UNFP, "700 officiers et sous-officiers français les conseillent, sans parler des instructeurs américains et des agents de la C.I.A. chargés de la lutte contre la subversion, auprès du capitaine DLIMI, directeur adjoint des services de sécurité et responsable des brigades spéciales". Et les dirigeants de l'Union des Forces Populaires soulignent à ce propos: "Le rôle de plus en plus prédominant, joué ouvertement par les forces armées et policières, explique l'importance accrue accordée aux crédits d'équipement des forces armées royales, prélevés sur l'aide française. Ces crédits représentent plus de 37% de cette aide et s'élèvent à 12 milliards d'anciens francs pour l'année 1964 (contre 5 milliards en 1963).

"On comprend également l'importance des négociations délicates secrètement menées à l'échelon le plus élevé entre le Maroc et le gouvernement belge pour la fourniture à l'armée royale d'armes à crédit contre une hypothèque sur les exportations marocaines.

UN ENNEMI : LE PEUPLE

Mais quel est cet ennemi qui motive le déploiement de tant de forces, la dépense de tant d'argent, et provoque la crise du Dirham, la monnaie marocaine? Tout simplement, 12 millions de Marocains. L'ennemi, qu'ont à combattre Hassan II et ses généraux, est représenté par ces familles ouvrières des grandes villes qui, devant la montée des prix, n'arrivent plus à joindre les

deux bouts, par ces sous-prolétaires des bidonvilles qui demandent du pain et reçoivent des coups de matraque, par cette multitude de familles de paysans sans terre dont les enfants sont victimes de graves carences alimentaires. L'ennemi, c'est environ 90% du peuple marocain.

Le Maroc est un pays sous-développé. Quelques îlots de prospérité égarent l'attention du visiteur: les beaux quartiers de Casablanca, les grands hôtels de Marrakech. Le décor change quand on pénètre dans les Médinas, ou quand, quittant les vastes plaines fertiles des grands domaines de colonisation, on gravit les pentes des piémonts sur lesquels végètent les petits fellahs.

L'agriculture marocaine pourrait nourrir beaucoup mieux la population, si elle développait les cultures vivrières et entreprenait une véritable mise en valeur du sol fertile. Nous sommes loin du compte. Une récente enquête fondée sur des statistiques officielles révèle:

- 5 à 5,5 millions d'hectares sont cultivés ou ensemencés effectivement chaque année, soit environ 15% du territoire national. Or, sur une population totale de 12 millions d'habitants, 9 millions de Marocains sont des paysans;
- le paysan marocain a été privé par la colonisation d'un million d'hectares des meilleures terres;
- la terre est soumise à des statuts différents dont certains datent de l'époque romaine ou de la période féodale, statuts qui ne se prêtent guère au développement agricole et à l'élévation des rendements;
- plus de 93% des paysans sont analphabètes, ce qui ne facilite pas leur adaptation aux techniques modernes de l'agriculture.

L'Union Nationale des Forces Populaires a demandé une réforme agraire. Mais le pouvoir ne veut pas toucher aux privilèges des colons et des féodaux autochtones.

MEME LA FINANCE S'INQUIETE

Dans l'industrie, l'expansion marque le pas. Le produit de l'impôt est entièrement absorbé par le budget de fonctionnement: les policiers et les militaires coûtent cher, il n'y a plus d'argent pour les investissements. Un hebdomadaire parisien qu'on ne peut taxer de progressiste, "la vie française" observait l'an passé: "le budget de fonctionnement de 1964 est en augmentation de 184% par rapport à 1955 alors que le revenu national n'a progressé durant ces neuf années que de 70% environ. Cette situation ne peut plus durer sans risque grave sur la monnaie.

"La politique incertaine du gouvernement au cours des derniers mois a sapé la confiance dans les milieux économiques et entraîné le départ de beaucoup de techniciens".

L'état des finances marocaines a fini par émouvoir le gouvernement français lui-même. Rabat a répondu par des réformettes qui ont mécontenté tout le monde, réduction des importations, des transferts des petits fonctionnaires français (pas de ceux des grands hommes d'affaires). Les autorités marocaines se sont bien gardées de s'attaquer aux véritables causes de l'hémorragie foncière: cette armée et cette police pléthorique.

IMPOT SUR LE SUCRE

Devant la misère grandissante des campagnes, des paysans sans terre se sont concentrés dans les bidonvilles des banlieues urbaines. Sans pour autant trouver remède à leurs difficultés. L'arrêt des investissements ne leur laisse espérer aucune possibilité d'emploi.

Quant à la classe ouvrière, son pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader. Pour payer les forces de répression, le gouvernement a multiplié les impôts indirects prélevés sur les denrées de première nécessité. Le sucre, base de l'alimentation populaire, est frappé d'une taxe de 62F par kilo.

Le pouvoir marocain ne laisse au peuple de ce pays aucune possibilité de s'en sortir dans l'immédiat. L'avenir n'est pas plus prometteur. Les Marocains sont en droit de se demander comment leur pays formera ces cadres indispensables au développement économique d'un pays. Il ressort d'une enquête de l'U.N.E.M. (l'Union Nationale des Etudiants Marocains) que:

- 50% des enfants marocains, soit plus d'un million et demi ne sont pas scolarisés;
- 75% des candidats à l'enseignement secondaire, soit plus de 160 000 élèves, ne trouvent pas de place dans les lycées et dans les collèges et vont rejoindre les rangs des adolescents abandonnés à la délinquance.

La situation scolaire explique pourquoi depuis longtemps les étudiants, renonçant à une lutte exclusivement corporative, ont identifié leur combat à celui des masses populaires.

LA GRAND'PEUR DES ARISTOCRATES

Comment le Maroc en est-il arrivé là? Plus favorisé que l'Algérie ce pays, en dépit du paternalisme politique et économique qui résultait du protectorat, avait pu conserver ses structures sociales. Dans un premier temps, l'aristocratie des grands propriétaires terriens a confisqué à son profit le pouvoir laissé vacant par la France. Mais il existait aussi au Maroc, avant l'Indépendance, une élite démocratique et des cadres ouvriers possédant déjà un haut niveau de formation.

L'aristocratie, un moment freinée par Mohamed V, trouva son homme en son fils, Hassan II, lié par ailleurs à de grands intérêts internationaux. Elle savait quelle menace constituait pour ses privilèges les forces progressistes et voulut les écraser.

Pendant un temps le pouvoir a réussi, sans trop susciter de réactions, à truquer les élections, à traduire en justice les dirigeants de l'Union Nationale des Forces Populaires et de l'Union Nationale des Etudiants Marocains, à procéder à des arrestations arbitraires, à des enlèvements, à des séquestrations.

La grande leçon des événements de Casablanca, c'est que pour nos camarades marocains ouvriers, étudiants, intellectuels progressistes, l'époque du combat semi-solitaire est révolue. Tout un peuple est en train de découvrir les perspectives des chemins de la liberté tracés par ces pionniers.

Reste à savoir quel rôle pourra exercer la petite bourgeoisie marocaine. S'appuyant sur la tradition religieuse, encore solide, elle s'est confinée dans une opposition légaliste. Dans la perspective d'un affrontement généralisé entre les forces populaires, elle ne fera pas le poids. Mais les "protecteurs" étrangers d'Hassan II laisseront-ils cet affrontement se prolonger jusqu'à ses conséquences extrêmes?

Jacques VIVIEN

(Tribune Socialiste 3/4/1965)

MAROC :

LA SEMAINE SANGLANTE

Il est trop tôt encore pour dresser un bilan exact des massacres perpétrés par la police et l'armée marocaines dans des principales villes du pays pendant la semaine du 22 au 27 mars.

Dans un tract publié le 27 mars, après l'annonce de l'exécution des 14 otages emprisonnés depuis juillet 1964, l'UNFP demande : « pourquoi le communiqué gouvernemental ne précise-t-il pas les 284 victimes du massacre de mardi, dénombrées à la morgue de l'hôpital Avicenne, à Rabat (où elles furent transportées de Casablanca, clandestinement, par les services du général Oufkir), les 50 de la morgue d'Aïn Chok, que réclament, les larmes aux yeux, leurs femmes et leurs enfants ? Tous ces chiffres, hélas ! restent en-deça du nombre exact des victimes des tueries de Casa, Rabat, Fez, Marrakech, Taza, Kenitra, etc. ». D'autres témoignages mentionnent des centaines, peut-être des milliers de blessés, disparus, etc.

Ces chiffres et les lieux cités montrent à quel point fut terrible la répression, mais aussi quelle fut l'ampleur du soulèvement populaire.

Dans la cynique déclaration faite par Hassan II le lundi 29 mars et dans laquelle celui-ci avoue n'avoir rien d'autre à offrir au peuple marocain que « du sang, de la sueur et des larmes », il proclame : « L'Etat, quelles que soient les circonstances, ne peut se plier à la loi de la rue. » Or, que voulait « la rue » ? Elle voulait le respect des droits vitaux les plus élémentaires des ouvriers, des paysans et des jeunes du pays. Après des années de dégradation constante de la situation de toutes ces couches de la population, des années d'un pillage révoltant des richesses nationales en faveur de la couche féodo-capitaliste et de ses alliés impérialistes, il a suffi d'une nouvelle loi injuste pour qu'éclate et s'étende à toutes les couches de la population l'immense protestation populaire.

Depuis des mois, les journaux de l'opposition dénonçaient cette situation : dans les villes, au blocage des salaires et à l'augmentation vertigineuse des prix (en particulier celui du sucre et autres denrées alimentaires) est venu s'ajouter un chômage de plus en plus grave. Le plan triennal n'apporte aucun remède à cette situation et mérite le qualificatif de « Plan de développement de la misère » que lui donne l'opposition. Développement de la misère aussi dans les campagnes avec le refus et le sabotage systématique de tout plan de réforme agraire par la couche dirigeante et ses porte-parole à la Chambre des Représentants.

Dans une telle situation, l'annonce d'une législation qui menaçait d'exclure arbitrairement de nombreux élèves (des couches populaires bien entendu) des établissements scolaires, a mis le feu aux poudres. Commencées par les élèves et leurs parents, la manifestation s'est rapidement étendue à toutes les couches pauvres et moyennes de la population.

Contre ces masses désarmées, la répression a été brutale et aveugle, selon un plan préparé, semble-t-il, de longue date. Les Oufkir et consorts, émules de Franco qui fut leur maître, voulaient ce massacre et l'avaient soigneusement préparé. Depuis des mois et même des années, l'armée et la police étaient préparées à de tels actes. Les vagues successives de répression, dans les montagnes du Rif, contre l'UNFP, contre l'UNEM, contre les syndicats, ont rodé cet appareil. Est-ce un hasard si, depuis quelque temps, les mitrailleuses des sentinelles faisaient ça et là des victimes, comme à Rabat et à Sétat ? Les autorités ont parlé à ce propos « d'actes de démesure » subits. Ne s'agirait-il pas plutôt de coups partis trop tôt, de la part d'éléments surexcités par les directives de l'état-major de la répression qui attendait son heure ?

Dans la logique de l'évolution du régime féodo-capitaliste, néo-colonialiste, dont est victime le peuple marocain, l'instauration d'une dictature militaro-policière ouverte est de longue date souhaitée et préparée par toute une partie de la classe dominante, l'armée et la police. L'énorme flaque de sang que ces criminels ont répandue la semaine dernière dans les rues des grandes villes marocaines, l'exécution provoquante des 14 otages, visent à engager définitivement le régime dans cette voie.

La réaction intérieure, aidée et soutenue par les puissants intérêts impérialistes qui dominent et exploitent les richesses du pays, tente de dresser un mur infranchissable entre la Révolution Arabe, qui ne cesse de s'étendre du Moyen-Orient au Maghreb, et le Maroc, dont ils voudraient faire une chasse gardée du néo-colonialisme et de l'impérialisme au Maghreb.

Mais les martyrs de la semaine sanglante du 22 au 27 mars, et toutes les victimes de la répression qui continue à frapper le peuple marocain et ses organisations, n'abattront pas son énergie révolutionnaire. La Révolution Arabe atteindra au Maroc de nouveaux sommets.

Pour barrer la route à la dictature militaro-policière et diriger victorieusement les prochaines et dures étapes de la lutte des masses marocaines, il importe que les organisations populaires, en particulier l'UNFP, l'UMT, l'UNEM, etc., constituent sans tarder un front unique basé sur les principales revendications des paysans, des ouvriers et des étudiants, et en premier lieu la réforme agraire radicale préconisée dans le projet de l'UNFP.

Un tel front unique, dénonçant et repoussant toutes les tentatives de compromission et de division du pouvoir, et s'appuyant résolument sur l'unité de lutte révolutionnaire scellée dans le sang entre les paysans, les ouvriers et les étudiants, est l'unique moyen de vaincre la réaction et ses alliés impérialistes et de faire entrer de plain-pied le Maroc dans la Révolution Arabe et Africaine.

Sous le Drapeau du Socialisme (Avril 1965)

OMBRES SUR LE MAROC

Ce n'est pas sans inquiétude que l'on suit, en France, les événements qui se déroulent au Maroc.

Ce pays, auquel tant de liens nous attachent - ceux d'un passé encore tout récent, lorsque la France lui donna, bon gré mal gré quelquefois, la possibilité de s'unifier autour de son sultan, puis de son roi, comme ceux du présent dont témoigne la plus importante des colonies françaises à l'étranger - se trouve en position difficile.

Les récentes émeutes de Casablanca - dont le bilan est, comme en 1952 lors de la fusillade de la route de Mediouna, impossible à chiffrer, - doivent être considérées comme un très grave avertissement, Jean-François Chauvel a, dans ses colonnes, décrit comment, sur une manifestation de colégiens s'est gréffé avec une facilité déconcertante un mouvement de la masse qui a paru à la fois spontané et coordonné.

Quel était donc ce coordinateur, ou plus exactement quels éléments avaient pu s'associer pour que s'embrase la torche? Sur l'un d'eux, l'accord est unanime: la situation économique difficile du Maroc fait que dans la capitale économique du royaume des milliers d'hommes sans travail peuvent à tout moment déferler sur les quartiers riches, quittes à tomber sous les balles des policiers ou des soldats appelés en renfort.

Autre facteur mis en avant dès le lendemain des événements: l'intervention des agents de l'extérieur. On attache, semble-t-il, moins de valeur à cette version aujourd'hui et la raison en est sans doute qu'une tentative de rapprochement s'ébauche entre Hassan II et Ben Bella.

Il est possible qu'un rencontre ait lieu entre les deux chefs d'Etat, qu'elle donne l'occasion de "franches explications", comme ce fut le cas au Caire, le mois dernier, entre Nasser et le souverain chérifien. La politique de ces dernières années du Maghreb est une succession de conflits et de réconciliations. Mais il reste une donnée de base, c'est l'incompatibilité entre les régimes d'Alger et de Rabat, et toutes les garanties de non-ingérence n'empêcheront pas les milieux de gauche marocains de regarder avec sympathie les expériences socialistes de l'Algérie et de chercher un appui auprès des tenants d'une idéologie voisine.

Contre les menaces d'une révolution, qui, étant donné ses structures et ses traditions, ramènerait dans le pays le désordre et l'anarchie, le Maroc dispose d'une arme, c'est sa Constitution. Lorsque le roi déposa son bulletin dans l'urne pour s'associer à la grande majorité du peuple marocain et d'adopter des textes qui faisaient passer son pays du stade féodal au niveau d'un pays politiquement évolué, on estima que c'était là un véritable geste "révolutionnaire" et l'ébauche d'un système original - le plus libéral de l'Afrique - grâce auquel le pays allait pouvoir se développer harmonieusement.

Bien des Marocains évoquent aujourd'hui avec amertume ces espoirs d'une démocratisation de leur patrie, Ils voyaient dans l'équilibre entre le souverain, le gouvernement et le Parlement, la garantie de la stabilité et de l'efficacité. Ils doivent reconnaître que ce n'est pas ainsi que les choses se déroulent. Même la majorité parlementaire s'inquiète de la faiblesse du gouvernement, qui n'a pas su s'imposer et ne paraît ; en bien des cas, que l'agent d'exécution des décisions du Palais. Le désenchantement ainsi créé, dans l'administration notamment, fait planer une autre menace que celle du retour à de nouveaux troubles, c'est celle d'une mise en sommeil de ces institutions parlementaires et leur remplacement par un régime "fort", imposé par les militaires avec, comme corollaire, la dissolution des partis et des syndicats.

Hassan II est hostile à cette formule qui traduirait l'échec de la politique qu'il défendait avec tant de passion voici trois ans et qui serait, de toute façon, la pire des solutions. C'est dans les propres énergies marocaines, dans l'association courageuse de toutes les forces nationales du pays que la voie du salut doit être cherchée.

François Mennelet

(Le Figaro 7 / 4 / 65)

Après les émeutes de Casablanca

SOMBRES PERSPECTIVES POUR L'ECONOMIE

M A R O C A I N E

Les causes des incidents sanglants qui se déroulèrent la semaine dernière à Casablanca et dans plusieurs autres villes du Maroc sont à la fois politiques et économiques.

La manifestation d'étudiants de Casablanca avait pour but à l'origine de protester contre une décision du gouvernement fermant aux jeunes gens âgés de plus de 17 ans l'accès à l'enseignement secondaire pour les diriger vers le technique. Mais au cours de la manifestation, les esprits s'échauffèrent, des militants de l'opposition se joignirent aux lycéens et aux collégiens et l'émeute éclata.

Il semble que l'opposition ait exploité contre le gouvernement le refus de Rabat de rempre avec Bonn en cas de reconnaissance d'Israël par la République fédérale. Cette décision des autorités marocaines est pourtant sage car la conclusion d'un accord avec la CEE est vitale pour le Maroc qui verrait autrement se fermer à ses produits le marché européen.

Les foules musulmanes sont malheureusement si perméables actuellement aux arguments sentimentaux que la décision la plus conforme à leurs intérêts leur est suspecte si elle heurte le mythe du panarabisme.

Les adversaires du gouvernement ont, en outre, bénéficié du malaise économique qui règne au Maroc, et spécialement à Casablanca. Depuis le début de l'année, le chômage s'est accru dans la métropole marocaine, où, par suite du ralentissement de l'activité économique, plusieurs entreprises ont dû procéder à des licenciements. Quelques-unes ont même interrompu leur activité, comme la sucrerie Senouf ou l'usine de transformation de caoutchoucs Manucam. Ces difficultés sont dues à la fois au recul des investissements privés et à la politique d'austérité appliquée depuis la fin de l'an dernier qui a pour conséquence une diminution

des achats de l'Etat et une réduction des investissements publics.

La rapidité et la dureté de la répression ont causé bien des haines et elles rendront difficiles (du moins dans un proche avenir) un rapprochement entre le gouvernement et l'Union Nationale des Forces Populaires qui groupe l'opposition progressiste.

Le roi paraît pourtant toujours envisager d'élargir les bases du gouvernement en faisant entrer dans celui-ci des membres de l'Istiqlal, le parti d'opposition traditionaliste. Lors de son allocution radiodiffusée de lundi, Hassan II, a, en tout cas, précisé qu'il soumettrait prochainement au Parlement le résultat de ses tentatives d'union.

C'est cependant sur le plan économique que les répercussions des événements de la semaine dernière seront vraisemblablement les plus graves. Quelques signes de reprise des investissements privés étaient perceptibles depuis quelque temps/ Le mois dernier, un accord avait été conclu entre le gouvernement et la Compagnie espagnole du Lukos en vue de la construction par celle-ci d'une usine de jus de fruits et de concentrés de tomates.

Des pourparlers étaient également en cours avec plusieurs sociétés françaises et étrangères: Péchiney - Progil - et Kuhlmann s'intéressent notamment à des projets d'industrie chimique. Les émeutes de Casablanca risquent de retarder la réalisation de ces projets comme elles risquent de pousser à rentrer définitivement, en France, en juin prochain, plus d'Européens qu'on ne le pensait. Enfin, il est à craindre que la saison touristique qui s'annonçait favorable ne soit gâchée

Ces deux journées de troubles auront coûté cher au Maroc!

F. CHARBONNIER

(La Vie Française 2/4/65)

LES ÉMEUTES A CASABLANCA

LE MAROC vient d'être le théâtre d'émeutes violentes qui ont été suivies par une impitoyable répression. Selon la source des estimations, le nombre des morts s'élève à 150 au moins, à 300 ou 400 au plus. Il y a eu quelques victimes à Fes, c'est surtout Casablanca qui a été la scène de ces événements dramatiques. Il faut remonter à l'époque du protectorat et de la lutte anticolonialiste du peuple marocain pour en trouver de similaires.

La cause immédiate des émeutes est le mécontentement des lycéens de Casablanca devant une décision du ministère de l'Éducation nationale barbant aux élèves de plus de 17 ans la porte de l'enseignement secondaire du cycle supérieur et les orientant vers l'enseignement technique. Bien qu'il soit incontestable que le Maroc, comme la plupart des pays du Tiers Monde, souffre d'un manque de techniciens nationaux alors que des branches comme le Droit, etc., soient relativement encombrées, l'opposition marocaine accuse le gouvernement royal d'être responsable en l'occurrence d'une politique de l'enseignement incohérente.

Une révolte née de la misère

Mais ce n'est naturellement pas un pareil problème particulier qui peut expliquer quant à tous les violentes émeutes de Casablanca, et les étudiants du secondaire n'ont été que les catalyseurs d'un mouvement plus profond, qui a trouvé aussi dans la situation économique et sociale très dégradée que connaît actuellement le Maroc les éléments nécessaires à l'explosion. Casablanca, avec ses bidonvilles et ses 400.000 sans-travail, est un bastion de la misère. Après des manifestations d'élèves et de parents d'élèves, le lundi 22 mars, et une première intervention policière, des cortèges populaires se formèrent le 23 mars, qui trouvèrent moins leur origine dans l'action des forces organisées de gauche (l'Union nationale des Forces populaires, l'organisation syndicale Union marocaine du Travail) que dans le mécontentement des masses. Les émeutes du soir de la

veille, à l'annonce de 50 p.c. en deux ans) et l'absence de perspectives tangibles pour résoudre les difficultés actuelles.

La répression a été très brutalement conduite par le général Oufkir, ministre de l'Intérieur et chef de la Sécurité et « ancien » de la guerre d'Indochine au temps où il servait dans l'armée française. Des véhicules blindés sont intervenus. Le couvre-feu a été proclamé.

Les tribunaux d'exception ont prononcé quelque 300 condamnations à des peines d'un à deux mois de prison et à de lourdes amendes.

Les troubles étant entre-temps étendus à Fes, à Rabat, à Kénitra, le gouvernement royal avait véritablement redouté la révolution et coupé les communications avec l'étranger tandis que les journaux français parlaient des événements marocains étaient saisis. Enfin, 14 condamnés à mort pour subversion étaient exécutés en la circonstance.

Un tournant

Maintenant, si l'ordre a été rétabli en surface, il est clair que ce qui s'est passé marque un tournant, bien davantage que les déboires précédents du gouvernement royal avec l'U. N. F. P. (affaire dite du Complot, qui donna lieu à de nombreuses irrégularités policières et judiciaires, on s'en souvient) ou avec l'Union nationale des Étudiants marocains, l'an dernier.

Longtemps considéré, relativement au restant de l'Afrique, comme un modèle de monarchie constitutionnelle, le Maroc a évolué sensiblement au fil des années, vers le renforcement du pouvoir personnel du roi, de ses conseillers et de son entourage influencé par les éléments féodaux.

Le régime a traversé une phase « gaulliste » — on se rappellera ce qui fut dit au temps de la réforme constitutionnelle — qui semble elle-même remise en question aujourd'hui. Le régime royal a ses « inconditionnels » avec le Front de Défense des Institutions constitutionnelles.

LE RECOURS A LA REPRESSION GENERALISEE

Mais si tous ces éléments font peser sur le Maroc un état de malaise quasi-permanent, les événements de la semaine dernière ont occupé une place « à la une » dans la presse internationale tant par leur gravité que par leurs dimensions.

Qu'une simple manifestation de contestation de lycéens de Casablanca et de leurs parents membres des Associations de Parents d'Elèves soutenue par la population casablancaise comptant plus de 400.000 chômeurs et venue concrétiser son opposition à l'ensemble de la politique gouvernementale, soit odieusement réprimée dans le sang, voilà qui est de nature à soulever l'indignation générale. Le général Oufkir, auteur principal des exactions de juillet 1963 dirigée contre l'U.N.F.F., aujourd'hui ministre de l'Intérieur et directeur de la Sécurité nationale, a mené personnellement cette nouvelle répression. On connaît l'horrible carnage dont Casablanca fut le théâtre : plus de deux cents martyrs, dont des enfants, seraient tombés sous le feu impitoyable de l'armée et de la police. Le nombre des blessés ne se chiffre plus. Pendant deux jours, le Maroc est resté coupé du monde, tandis que Casablanca connaît jusqu'à l'heure actuelle, l'état de siège. De très nombreuses arrestations ont été opérées dans des milieux divers. Un bilan provisoire fait déjà état de sept cents condamnations, prononcées, comme il se doit, par des tribunaux d'exception.

Mais les manifestations de Casablanca ne sont pas restées un phénomène isolé. Bientôt à Rabat, Fès, Meknès et Késitra, des cortèges populaires se sont formés pour flétrir les massacres de Casablanca, alors qu'à Marrakech, les étudiants et les lycéens ont observé des grèves de protestation. Là encore, les « forces de sécurité » ont procédé à de très larges coups de filets.

Le gouvernement, qui n'a pas consenti à l'envoi d'une commission d'enquête à Casablanca, attitude qu'a entraîné le retrait momentané des députés de l'U.N.F.F. de la Chambre, parlait dès le début de responsabilités étrangères sans jamais oser donner de précisions à ses allégations : des enseignants originaires du Moyen-Orient ont été arrêtés pour être relâchés par la suite !

A L'INTIMIDATION REPOSE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Depuis le début des événements, la situation reste extrêmement tendue. Ceci n'est pas de nature à rassurer un pouvoir qui, pour survivre, se trouve réduit aux expédients et aux pratiques de l'intimidation et des représailles. C'est ainsi que quatorze personnes, condamnées à mort par le tribunal permanent des forces armées en juin et juillet 1964 et gardées comme otages, ont été passées samedi à l'aube par les armes. Et le gouvernement aura beau essayer de dissocier ces exécutions des derniers événements sanglants, personne n'en sera dupe.

Déjà un grand mouvement de solidarité avec le peuple marocain s'est manifesté et c'est par dizaines de télégrammes et de messages que des organisations politiques et syndicales dans le monde ont exprimé leur indignation aux autorités de Rabat. En même temps qu'elles se solidarisent avec le peuple marocain par la voie de ses véritables représentants. Les étudiants marocains à l'étranger ne restent pas en marge de la bataille : à Paris, Alger, Moscou, Damas, Bagdad et au Caire, ils ont occupé les ambassades de leur pays pour manifester leur réprobation de la répres-

sion sanguinaire et leur participation effective aux luttes conséquentes menées par les masses marocaines.

LE SENS D'UNE LUTTE

D'aucuns essaieraient de voir dans ces événements une exaltation passagère, une agitation un peu zélée qui s'estompera les jours à venir. Il s'agit en fait d'une démonstration du mécontentement du peuple marocain contre une politique d'asservissement, de dénuement et d'obscurantisme. Elle est la première en date depuis l'indépendance tant par sa puissance et son étendue que par sa portée historique et rappelle la période des derniers soubresauts en décembre 1952 du protectorat déjà finissant. En même temps qu'elle marque un tournant décisif, elle est le signe de l'exacerba-

La Gauche

Les chances d'un regroupement politique au Maroc

Par JEAN LACOUTURE

Le choc psychologique provoqué par les émeutes du 23 mars — va-t-il épargner au Maroc les désordres peut-être plus graves qui le menaçaient ? Du 22 au 26 mars, on a pu croire que le royaume se trouvait au bord du pire. Si la colère des bidonvilles avait franchi les limites de Casablanca et s'était propagée vers des campagnes avec lesquelles la plupart des chômeurs gardent tant d'attaches, de vieilles rancunes tribales auraient aggravé un affrontement social auquel la misère du sous-prolétariat donne un caractère particulièrement dramatique.

Le sursaut des plus déshérités, manifestant leur désespoir avec la violence de ceux qui ne disposent d'aucun autre moyen de se faire entendre et n'ont en tout cas rien à perdre, a joué le rôle d'un signal d'alarme. Cette vague de colère informe a d'autant mieux alerté les différentes organisations politiques et syndicales qu'aucune d'entre elles n'en avait le moindre contrôle et que chacune s'est vue débordée ou menacée par cette poussée des profondeurs.

Les soubassements de la société marocaine ont tremblé, et tout ce qui compose la superstructure de l'Etat, de la société, de la vie politique, s'est senti concerné. On ne dira pas que les dirigeants de l'Union marocaine du travail ou de l'Union nationale des forces populaires ont réagi de la même façon que ceux

du palais ou du parti socialiste démocratique. Mais tous ont redouté des événements d'une gravité telle que ni le prestige de la couronne ni la popularité de tel ou tel dirigeant politique ou syndical ne pouvait suffire à en préserver le pays.

Le roi Hassan II a fait réprimer sans merci les troubles du 23 mars par les troupes du général Oufkir. Allait-il laisser la répression s'institutionnaliser, le désarroi emporter les libertés publiques, dont il avait voulu faire la fierté du Maroc, l'originalité de son régime ? Le discours qu'il adressa au peuple le 29 mars comportait de vives attaques contre les parlementaires — étrangement mis en cause dans une affaire qui les dépassait manifestement. Allait-on vers une dictature militaire plus ou moins camouflée ?

A l'inverse du protectorat

Il est à l'honneur du jeune souverain que la grande peur qui saisit alors la classe dirigeante du royaume ne l'ait pas porté à instituer la terreur et lui ait fait au contraire découvrir l'urgence d'un vaste rassemblement politique autour du trône. En décembre 1962, défié par les mêmes masses de la périphérie

casablancaise, le protectorat s'était enfoncé dans la répression et, jetant en prison des leaders nationalistes qui n'avaient pourtant rien à voir avec de telles violences, avait décapité le mouvement, des lors livré aux activistes.

En paralysant l'état-major de l'Istiqlal, le général Guillaume et ses conseillers voulaient le pays à la seule violence. C'est précisément ce que veut éviter Hassan II et tentant de coopérer avec les chefs de l'opposition — plus capables que les blindés des forces armées royales de rétablir le dialogue, au-delà des explosions de colère, avec les « hommes oubliés de Dieu ».

Plutôt que de dresser le trône contre le peuple, qui retrouverait tôt ou tard le conseil et l'appui de ses élus, Hassan II paraît chercher en ceux-ci des médiateurs, ces « intermédiaires » qu'à l'exemple du chef de l'Etat français, il semblait naguère rejeter. Ainsi l'orage de mars, où l'on croyait voir le prodrome d'un cycle de violences, a-t-il ouvert le champ à la plus importante négociation politique qu'ait connue le Maroc depuis la mort de Mohammed V.

Les exigences de l'Istiqlal

L'opposition officielle comporte essentiellement quatre forces : l'Istiqlal (40 sièges sur 150 à la Chambre), l'Union nationale des forces populaires (27 sièges), l'Union marocaine du travail, principale centrale syndicale, et l'Union nationale des étudiants (U.N.E.M.) — ces deux dernières organisations faisant volontiers route commune avec l'U.N.F.P.

L'Istiqlal a été brusquement écarté du pouvoir à la fin de 1962, et n'est pas encore revenu de la surprise que lui causa cette décision d'Hassan II. Sociologiquement, il s'appuie toujours sur une forte fraction de la bourgeoisie urbaine, les anciens cadres ruraux du vieux parti nationaliste, et bon nombre d'exploitants agricoles. Idéologiquement, il ne se distingue plus guère des mouvements de gauche, sinon que l'Islam colore chez lui fortement le socialisme dont se réclame — comme tout le monde — M. Allal El Fassi, et que les revendications sur la Mauritanie figurent dans ce programme.

La Gauche 3.4.65

tion de contradictions entre les aspirations du peuple marocain et un pouvoir rétrograde se trouvant dans l'incapacité inhérente à sa nature de résoudre les graves problèmes posés par le développement de ce pays. Parce que tant que les racines du mal persisteront et tant que les mobiles profonds de la dégradation ne seront pas enrayés, la lutte se poursuivra de plus en plus décidée. Ce n'est pas le décret de l'état d'exception, comme le préconisent au Roi certains de ses conseillers, qui y changera quelque chose. Ce dont il s'agit, ce sont les exigences d'un peuple avide de libération politique et sociale et dont les organisations progressistes ne constituent en dernière analyse que l'expression authentique.

Pour coopérer avec le pouvoir royal, l'istigial pose au moins une condition préalable : l'organisation de nouvelles élections pour « corriger » celles de 1963, qui, en dépit d'irrégularités évidentes, donnèrent pourtant au vieux parti une représentation parlementaire décente. (Combien de partis d'opposition africains soulaient-ils ?) Pour ainsi dire, même en réduction, leur influence ? De grand embarras des dernières semaines aidant, on peut imaginer que les quelques divergences qui subsistaient entre le roi et M. Allal El Fassi après leur entrevue du mois de mars — quelques jours avant les émeutes — ne seront plus insurmontables.

La dernière entrevue de Hassan II avec M. Bouabid, repré-

sentant autorisé de l'U.N.F.P., remonte à trois mois. Ce jour-là, le roi, qui avait, post ses élections, le roi, par conséquent, devait au cours d'une entrevue ultérieure, formuler les siennes. Les émeutes du 23 mars survinrent entre-temps. L'istigial réclame — ou réclamait — de nouvelles élections. L'U.N.F.P., quant à elle, formulait deux exigences : d'une part, la libération de ses militants (elle est obtenue) ; d'autre part, l'établissement d'un contrat en bonne et due forme entre le souverain et les représentants du parti, contrat qui délimiterait soigneusement le droit d'intervention du pouvoir et les responsabilités des dirigeants progressistes, dont le concours était demandé. Là encore on a l'impression que le choc psychologique provoqué le 23 mars a modifié les données du problème.

Reste cependant le cas de ce qu'on appelle « l'U.N.F.P. » de l'extérieur, c'est-à-dire de MM. Ben Barka et Berrada (ancien président de l'U.N.E.M.), condamnés à mort en décembre 1963 pour leur attitude dans le conflit de frontière algéro-marocain. Mais le dernier appel du roi, le 13 avril, comportait une invite aux deux proscrits. Que l'ancien président de l'Assemblée de Rabat et l'ex-dirigeant de l'U.N.E.M. courent ou non le risque de rentrer au Maroc, le geste du souverain « ouvre à gauche » assez loin, et vers des hommes qu'il ne prise guère, pour permettre à l'U.N.F.P. d'apporter son concours au régime sans rompre une unité à laquelle MM. Bouabid et Youssef ne veulent absolument pas porter atteinte.

Syndicalistes et étudiants

L'Union marocaine du travail avait paru, depuis plusieurs mois, soucieuse de ne pas heurter de front le pouvoir de Rabat. La puissante centrale syndicale apparaît de plus en plus comme représentant ces semi-privilegiés que sont les ouvriers assurés d'un travail régulier — une sorte de classe moyenne. Même si les dirigeants voulaient utiliser sur un plan politique l'influence dont dispose une telle organisation, la base serait tentée de les inciter à la patience pour ne pas voir remettre trop imprudemment en cause cette situation. Et le soulèvement du peuple sans travail des grands bidonvilles, le 23 mars, n'a pu sembler-il qu'inciter les « travailleurs travaillant » à une circonspection que rarifient constamment le déséquilibre social et les fluctuations de l'emploi. D'où le rôle modérateur que peut jouer l'U.M.T., en dépit du caractère comminatoire des derniers avertissements qu'elle a adressés au Palais et des jugements sévères que porte naturellement la centrale sur la politique sociale du régime.

C'était du côté de l'Union nationale des étudiants qu'il fallait chercher naguère la plus grande rigueur oppositionnelle. Depuis les congrès de Tétouan, Agadir et Azrou (1959, 1960, 1961), et surtout depuis la grève générale de mai 1963, les relations entre les jeunes intellectuels et le régime (dont ils jugeaient la politique réactionnaire et qui ne leur offrait pas de perspectives d'avenir comparables à celles qu'a su ménager le régime de M. Bourguiba) n'avaient cessé d'empirer. La libération des dirigeants de la gauche, celle de M. Mohammed Haloui, président de l'U.N.E.M., l'invite lancée à MM. Ben Barka — toujours prestigieux dans ces milieux — et Berrada, ont provoqué des réactions favorables dont notre correspondant à Rabat se faisait vendredi l'écho. Si cette citadelle de l'opposition elle-même se prête à de nouvelles hypothèses de travail, c'est, que le choc psychologique du 23 mars et l'amnistie royale ont provoqué une mutation profonde.

Le dernier tract du parti communiste marocain, parlant lui aussi de mesures qui « contribuent à assainir le climat », en témoigne également.

On ne peut que souhaiter ce voir s'accomplir le rassemblement auquel travaillent aujourd'hui Hassan II et ses plus proches collaborateurs, MM. M'Hammed et Guedira, qui auront, si l'hypothèse se confirme, un rôle important à jouer. Mais il faut souhaiter aussi que ce rendez-vous ne reste pas de pure forme, car ce n'est pas en faisant siéger côte à côte MM. Allal El Fassi et Khatib, Bouabid et Tahiri, Mahjoub Ben Saddik et le Dr Benjeloun, que l'on guérira les maux dont souffre le Maroc, c'est en lui appliquant les remèdes préconisés par ces dirigeants et par certains de ceux qui siègent au gouvernement. Ces remèdes sont, notamment, la réduction radicale du train de vie de l'Etat, l'association des travailleurs à la définition et à la réalisation du plan de développement et une politique de l'emploi assez audacieuse pour réduire enfin les distorsions sociales — distorsions si criantes qu'elles furent, si l'on en croit Hassan II, la principale cause des troubles de mars.

JEAN LACOUTURE.

le Maroc au fil des jours

MALADIE PERSISTANT DANS TOUT LE MAROC

LE ROI ET SON GOUVERNEMENT
FAÇE A UNE GRAVE CRISE

MEKKE
A FEZ, MEKKE
ET MARRAKECH

249 nouvelles condamnations

QUATRE EXECUTIONS
CAPITALES AU MAROC

le ministre de l'Intérieur
dirige la répression

Les émeutes de
mardi:

les autorités gardant le secret sur le
bilan exact des victimes de l'émeute
pour renverser
le gouvernement

Casablanca sous la surveillance de l'armée

Toute la nuit les milices de Casablanca
ont retenti dans le

JANVIER 1965

- 7 Janvier : Le Ministère des Affaires de Mauritanie et du Sahara supprimé lors du précédent "remaniement" ministériel est de nouveau confié à un membre de la famille royale Hassan Ben Driss.
- 22 Janvier : Le frère Kablaj, député UNFP, est resté bloqué par la police à l'aérodrome de Casablanca pendant plusieurs heures.
- 23 Janvier : Parution du premier numéro du journal "L'Etudiant", porte-parole de l'UNEM.
- 25 Janvier : Rejet du projet de budget des Travaux Publics à la chambre des Représentants par 56 voix contre 41. "Il était amusant, écrivait "Libération" à ce sujet, de voir s'écarter momentanément une partie des troupes de cette majorité grégaire à la fois disparatre et factice. Le seul effet démonstratif qui résulte de cet incident, c'est le ridicule dont se couvrent une fois de plus les institutions préfabriquées qui servent de cadre à cette mascarade."
- 26 Janvier : Promulgation de la loi relative à l'unification des tribunaux. Seule, la langue arabe sera admise devant les tribunaux marocains tant pour les débats et les plaidoiries que pour la rédaction des jugements. Le groupe parlementaire de l'UNFP dépose un projet de loi sur la profession d'avocat.
- 27 Janvier : A l'issue d'une assemblée générale, le Comité Exécutif de l'UNEM décide une grève des étudiants de l'Enseignement Supérieur.
- 28 Janvier : Succès total de la grève d'une demi-journée des étudiants de l'Enseignement Supérieur.
Début d'une grève de 15 jours des élèves de l'Ecole normale Supérieure. Paiements des salaires bloqués, réforme des statuts de l'E-

cole, libération des responsables étudiants, sont les principales revendications.

- Bouchaib Hariri, député UNFP des Doukkala, dénonce à la Chambre la politique agricole du gouvernement, notamment la décision prise par le Ministère de l'Agriculture de mettre des terres de colonisation récupérées, à des gérants étrangers.

- Moulay Mohand Kafou, patriote de Tamanar (région de Marrakech) meurt, à la suite de mauvais traitements subis dans les locaux de l'administration locale. Son cadavre a été trouvé à 18km de Tamanar, jeté au bord de la route.

29 Janvier : Grande manifestation des chômeurs à Sidi Slimane. Il s'agit essentiellement de travailleurs de l'ancienne base militaire américaine qui n'ont toujours pas bénéficié du "plan" de reconversion. Les autorités locales ont réprimé brutalement cette manifestation et procédé à de nombreuses arrestations dont celles de militants de l'UNFP (20).

30 Janvier : L'UNFP rejette le projet de budget pour l'exercice 1965 dont le déficit atteint 31 milliards de francs (malgré l'incorporation des contributions des Phosphates au budget de fonctionnement).

FEVRIER 1965

3 Février : Grève de 24h des ouvriers de la Société Nationale des Transports. Deux responsables syndicaux furent arrêtés.

6 Février : Le 2ème anniversaire de la mort d'Abdelkrim El Khattabi, héros du Rif, a été célébré dans tous les foyers. La presse de l'UNFP, "Libération" et "Al Mouharrer", lui a consacré plusieurs pages de ses numéros de la semaine.

- 11 Février : Fin de la grève des travailleurs de la Compagnie des transports de la Cité Djemaa à Casablanca.
- Grève de 48h des employés des Compagnies aériennes.
- 17 Février : Fin de la grève des élèves de l'Ecole Normale Supérieure de Rabat.
- 18 Février : Selon le Bulletin mensuel des statistiques, l'indice du coût de la vie à Casablanca a atteint en Janvier le niveau de 130, accusant une hausse de 2,5% par rapport au mois de Décembre.
- La question orale posée par le groupe parlementaire UNFP et relative aux augmentations des salaires prévues par la loi de 1959, vient enfin en discussion (elle a été déposée le 27 Décembre 1964).
- 19 Février : A Paris les deux commissions franco-marocaines chargées de la révision de la Convention Culturelle continuent de piétiner.
- 20 Février : Deux délégués UMT sont recus par le Ministre des Finances.
- Le Ministre des Affaires Etrangères, de retour des U.S.A., s'est félicité de "la très grande compréhension" qu'il a trouvée à Washington.
- 22 Février : A la Chambre des Représentants, l'UNFP demande la baisse immédiate du prix du sucre (55frs sur le prix du kilo).
- Une séance de travail s'est tenue à Agadir et à laquelle ont participé les députés UNFP de cette province. Les élus UNFP ont, à cette occasion, soulevé le problème de l'arbitraire qui sévit dans cette région et l'aggravation de la situation économique et sociale. Immédiatement le Ministre de l'Economie Nationale qui présidait la réunion, suspendit la séance.

- L'UNFP représente le Maroc au Séminaire économique Afro-Asiatique ouvert en présence du Président Ben Bella à Alger.

Dans son intervention, le frère Mehdi ben Barka qui présidait la délégation, a déclaré notamment :

"...Notre présence...comme hôtes du peuple Algérien qui reste mobilisé dans la phase cruciale d'édification, est l'occasion pour nous de saisir sur le vif les conditions d'accession à l'indépendance véritable qui reste la question fondamentale dans notre Mouvement de libération nationale. Car mieux que toutes les résolutions, qui risquent de paraître abstraites ou rester de simples vœux, il importait de constater sur les lieux mêmes d'une expérience réussie que le rôle primordiale d'une révolution nationale est d'abord de s'emparer de la machine de l'État colonial, pour la mettre au service du peuple, et que la condition pour que l'indépendance n'aboutisse pas à la création d'un État néo-colonialiste est l'existence d'une organisation populaire d'avant-garde capable d'assurer l'accession et le maintien du pouvoir politique et économique..."

...Notre lutte au Maroc se déroule sur l'un des fronts les plus importants du néo-colonialisme, en raison de la dégénérescence survenue après l'indépendance politique et qui a permis aux intérêts colonialistes de perpétuer leur domination derrière le paravent d'un gouvernement féodal. La tâche fondamentale de l'UNFP est de maintenir et renforcer la vigilance et l'organisation des masses pour contrecarrer les plans du néo-colonialisme qui n'hésite devant aucun moyen, depuis la corruption et la falsification jusqu'à la violence et la répression. Malgré leurs efforts pour se donner une base institutionnelle, par le moyen d'une constitution féodalo-coloniale préfabri-

quée, les usurpateurs du pouvoir ont subi un cuisant échec lors des premières élections législatives le 17 Mai 1963. C'est ce qui explique leur recours, après quelques semaines, à une véritable machination policière en vue de liquider notre mouvement qui les terrorise par sa popularité profonde, son audience internationale et sa ligne progressiste anti-féodale et anti-impérialiste. C'est ce qui explique aussi leur tentative de détourner l'attention de l'opinion en provoquant un conflit de frontières qui ne pouvait servir que les intérêts impérialistes.

Je n'ai pas besoin de revenir sur les détails d'un procès devenu célèbre par les tortures odieuses, les innombrables irrégularités et falsifications, par les violations flagrantes des droits de la défense. Il s'est terminé par le scandaleux verdict que vous connaissez et qui jette un discrédit définitif sur le système féodal et néo-colonialisme de Rabat. Permettez moi de vous transmettre à cette occasion l'expression de gratitude de mon organisation et du peuple Marocain pour la solidarité unanime et effective que vous avez tenu à manifester au cours de cette épreuve.

C'est pourquoi nous sommes particulièrement conscients de la nécessité de consolider toujours davantage notre Mouvement de la Solidarité Afro-Asiatique dont les tâches prennent de plus en plus d'importance avec le développement de notre lutte commune et l'élargissement de nos différents champs d'action."

24 Février : Au Bulletin Officiel est publié un arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture et des Finances restituant 10 domaines à leur propriétaire et les radiant de la liste des lots de colonisation récupérés en Septembre 1963.

- Le problème des frontières.

Sous le titre "Une solution maghrébine du différent maroco-algérien" Libération du 24 Février 1965 écrit :

" L'opinion marocaine suit avec intérêt et espoir les travaux de la Commission de l'O.U.A. sur le différent maroco-algérien. L'on sait que les réunions se tiennent à Addis-Abéba à huis-clos. Mais d'ores et déjà on peut relever que les conversations, se déroulent dans un climat détendu; ce qui constitue un élément positif dans la recherche d'une solution négociée, satisfaisante pour les deux parties.

C'est sous le signe de l'optimisme que le ministre marocain des affaires étrangères a exprimé l'espoir que la Commission de l'O.U.A. trouve une solution satisfaisante. De son côté M. Boutéflika, ministre algérien des affaires étrangères, a fait avant son départ à Addis-Abéba, des déclarations dans le même sens. Faut-il en conclure que la solution est déjà trouvée, qu'il ne reste qu'à la mettre en forme ? La prudence commande de ne pas se laisser entraîner à un optimisme trop facile. Déjà certaines agences de presse laissent entendre que les arbitres de l'O.U.A. auraient opté en majorité, pour le maintien des frontières actuelles.

Mais la solution véritable, celle que dictent le bon sens, l'intérêt commun et la géographie, consiste à poser les premiers jalons de l'Unité Economique du Maghreb. Elle consiste, comme nous ne cessons de le dire, à dépasser le conflit, à faire des zones contestées, des points d'impact de l'Unité Economique Maghrébine.

Certains envisagent d'accepter les propositions de l'Espagne, au sujet de l'exploitation commune des territoires marocains du Sud, afin de sortir de l'impasse.

Pourquoi serait-on donc si réticent vis-à-vis d'un pays frère, avec lequel tout ou tard, nous sommes destinés à marcher la main dans la main, pour le plus grand bien des peuples du Maghreb."

25 Février : M. Men. Williams, Sous-Secrétaire d'Etat Américain a déclaré à l'issue d'une contre-visite au Maroc que son pays "ne rejetterait pas à priori le principe d'une aide pour la réalisation d'un plan de développement marocain." Il a précisé que les Etats Unis ont des lois précises qui régissent l'aide à l'étranger et qu'on doit mûrement réfléchir avant de s'y engager. "Quoiqu'il en soit les U.S.A. peuvent faire beaucoup plus qu'ils n'ont fait jusqu'à présent" a-t-il conclu.

27 Février : A Rabat, une sentinelle appartenant aux forces Armées Royales et gardant un Palais a tiré une rafale de mitraillette sur des passants blessant quatre personnes.

28 Février : Les licenciements massifs dans le secteur industriel et commercial continuent d'aggraver la situation sociale. Aucune mesure n'est prise par le gouvernement pour faire face à cette situation.

MARS 1965

1er Mars : Un Mokhazni posté devant le bureau du cercle de Settat a ouvert le feu sur des passants touchant 6 personnes dont un ouvrier tué sur le coup.

3 Mars : Le discours du Trône reconnaît que "la conjoncture économique et financière est difficile" que "la production agricole actuelle ne suffit pas à assurer la subsistance de la totalité de la population". Le Chef de l'Etat lance un appel à "l'Union".

- 4 Mars : - La mise en liberté provisoire du frère Halaoui, Président de l'UNEM, est refusée par la Chambre des mises en accusation.
- Les Syndicats d'Enseignants convoquent leurs adhérents pour des réunions extraordinaires pour faire face aux menaces du Ministre de l'Education Nationale.
- 5 Mars : - Le syndicat National de la Presse Marocaine dénonce, dans un communiqué "les multiples atteintes portées à la presse nationale" et réclame "la levée de suspension ou d'interdiction dont sont victimes certains journaux nationaux."
- Le Ministère Public a fait appel dans la scandaleuse affaire de dissolution de l'UNEM.
- 7 Mars : 4.000 étudiants de la Karaouine à Fès déclenchent une grève générale de 24h pour demander l'application de l'accord intervenu entre eux et le Ministère de l'Education Nationale. Les forces de police attaquent les étudiants dans l'enceinte même de la cité Universitaire de Fès et arrêtent 5 responsables étudiants dont le frère Mezgaldi.
- 10 Mars : - Un décret publié au Bulletin Officiel augmente les taxes sur les véhicules automobiles assurant les transports des voyageurs et des marchandises.
- Un autre décret fixe les nouveaux droits de patente à percevoir pour certaines professions du commerce et de l'industrie.
- 13 Mars : L'indice du coût de la vie grimpe à 131,5 en Février (122,4 en Février 1964).
- 17 Mars : 150 familles sont expulsées arbitrairement du quartier populaire du "Makta" à Fès.
- 18 Mars : Les Syndicats d'Enseignants rejettent le "Plan Triennal" et la politique obscurantiste du Pouvoir.

22 Mars

: - D'importantes manifestations des élèves des établissements d'enseignement secondaire se déroulent à Casablanca et dans d'autres villes du Maroc.

Les manifestants voulaient protester contre l'imminence d'une décision du Ministère de l'Education Nationale tendant à renvoyer des collèges et lycées les élèves de plus de 17 ans par la fermeture de l'accès au second cycle du secondaire à ces élèves. Cette mesure écarte en fait les enfants qui ont été retardés dans leur scolarisation, c'est à dire essentiellement les enfants des familles paysannes et ouvrières et les enfants des régions récemment ou insuffisamment scolarisés.

Plus de 700 arrestations sont opérées à Casablanca.

- Congrès de l'UGTA à Alger :

Le Maroc était représenté par deux délégations, celle de l'UNT et celle de l'Association des Marocains en France. L'UNFP a adressé aux Congressistes le message suivant :

" Chers frères,

L'U.N.F.P. du Maroc salue chaleureusement le II^e Congrès de l'U.G.T.A. et lui souhaite un succès total dans ses travaux. C'est avec admiration que les masses marocaines ont suivi la détermination et la maturité des travailleurs de la terre et des usines qui ont su traduire dans les faits les aspirations que le peuple algérien a exprimées des années durant par le combat armé.

En ce jour glorieux, anniversaire des décrets historiques de Mars, vous êtes appelés à faire le bilan de votre lutte et de vos succès, et aussi à tracer la voie qui impose la construction du socialisme dans votre pays. Ce nouveau combat reste lié à celui de l'ensemble des forces populaires d'Afrique et du monde Arabe.

Et nous sommes persuadés que votre Congrès apportera à cet égard, une contribution décisive à la lutte des travailleurs du Maghreb, du monde Arabe et de l'Afrique qui font face aux menées du colonialisme desti-

nées à stopper l'élan révolutionnaire de nos peuples au profit des forces rétrogrades, internationales ou locales, hostiles à notre libération et à notre développement.

Chers frères,
Sur d'interpréter les sentiments des paysans, ouvriers et intellectuels marocains, l'U.N.F.P. se félicite des progrès magnifiques réalisés par les travailleurs Algériens et souhaitent un éclatant succès à votre Congrès."

23 Mars

: A Fès : grève générale des lycées et collèges.

A Casablanca, les associations des parents d'élèves s'associent aux manifestants pour appuyer leurs revendications légitimes et présenter des pétitions aux inspections de l'Education Nationale.

A ces manifestations pacifiques les forces de police, renforcées par les unités blindées de l'Armée Royale ripostent par une répression aveugle.

Des centaines de morts, dont la majorité sont des jeunes de moins de 18 ans, des milliers de blessés tombèrent victimes des balles meurtrières.

Indignées, les Forces Populaires de Casablanca ripostent avec courage à la sauvagerie des mercenaires.

Ouvriers, chômeurs, paysans, femmes et enfant assiégèrent les commissariats de police, les administrations, la prison où des milliers de manifestants de la veille étaient incarcérés.

Les troupes qui sillonnaient la ville avec leurs automitrailleuses se heurtèrent rapidement à une farouche détermination des jeunes. Les manifestants arrachèrent lampadaires, arbres et poteaux pour construire des barricades et de véritables batailles de rue se déroulèrent. Partout des rafales de mitrailleuses tirées à cadence accélérée faisaient d'innombrables victimes dont des femmes et des enfants.

A la fin de la journée 2000 arrestations étaient opérées.

Grande manifestation à Rabat dans les quartiers populaires et aux alentours du Ministère de l'Education Nationale. Tous les responsables étudiants sont arrêtés notamment les membres de l'exécutif de l'UNEM.

24 Mars

: A la demande des députés UNFP, une commission d'enquête parlementaire est constituée mais le gouvernement lui refuse la possibilité de se rendre sur les lieux.

De nouvelles manifestations à Rabat, Casablanca et Fès font plusieurs victimes et des centaines d'arrestations.

Les rafales de mitrailleuse continuent à être entendue toute la journée à Casablanca.

Les parlementaires UNFP se sont retirés de la séance.

Les tribunaux siègent sans désespérer et condamnent sévèrement les personnes présentées par la police à Casablanca et à Fès.

Les patrouilles sillonnent les rues désertes. La majorité des magasins restent fermés.

25 Mars

: Les manifestations se déroulent dans plusieurs villes du Maroc : Rabat, Fès, Béni-Mellal, Taza, Safi, Settat, Kachkat, Hénita, Khouriba.

A Fès, où la grève est générale, des manifestations monstres ont été organisées. Les forces de police, appuyées par l'armée ont réagi sauvagement comme partout au Maroc et ont investi la Cité Universitaire, 1000 jeunes furent conduits aux commissariats et camps de l'armée où ils ont subi toutes les tortures. On a dénombré plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Le Tribunal, comme pendant les jours sombres de la colonisation, a

vu de véritables jugements collectifs.

- A Casablanca des enterrements clandestins sont effectués la nuit pendant le couvre-feu.

- A Alger, les étudiants marocains occupent l'Ambassade du Maroc en signe de protestation contre la répression qui a frappé leurs frères à l'intérieur.

26 Mars

:- Manifestation à Marrakech des étudiants de l'Université Ben Youssef et de la population de la capitale du Sud. Même brutalité des "forces de l'ordre", des centaines de blessés.

- A l'étranger, les étudiants marocains occupent les consulats et ambassades du Maroc, à Paris, Belgrade, Moscou.

27 Mars

:- Exécution subite de 14 patriotes condamnés à mort en Juillet 1964 à la suite d'incidents dans les provinces orientales du Maroc. Cette décision précipitée crée un climat de terreur dans tout le pays.

- Manifestations des étudiants marocains au Caire et à Bagdad.

28 Mars

: La rencontre Ben Bella-Hassan II prévue pour ce Dimanche à Oujda est reportée à une date ultérieure.

29 Mars

: Discours du Chef de l'Etat reconnaissant la gravité de la situation et réaffirmant la nécessité d'une "union nationale" pour faire face à la situation.

30 Mars

: - Manifestations populaires à Fès pour réclamer la libération des emprisonnés.

- La police cerne toujours l'imprimerie de la presse UNFP. La presse UNFP continue d'être saisie sur les lieux de son impression.

AVRIL 1965

- 1er Avril : L'UNFP rejette le "Plan Triennal". Ce "plan" est un "crime contre le peuple marocain" déclare à la tribune le Dr Ben Jelloun; c'est pourquoi, le groupe parlementaire de l'UNFP a décidé de ne pas participer aux opérations de vote.
- 5 Avril : - Meeting de solidarité au siège de l'AEMNA à Paris, organisé par le "Comité International de solidarité avec les étudiants et le peuple marocains".
- La police continue sa vaste opération d'arrestation de lycéens et leurs parents.
- 10 Avril : Le frère Abdarrahim Bouabid, membre du Secrétariat Général de l'UNFP, est reçu par le Chef de l'Etat à Ifrane.
- 13 Avril : Dans un discours radiodiffusé, le Chef de l'Etat annonce l'amnistie.
- 14 Avril : Le frère Basri et ses compagnons furent libérés(65), ainsi que 25 militants de l'Oriental.
- 15 Avril : Le frère Halaoui est mis en liberté provisoire.
- 17 Avril : Libération de 31 militants de la région de Marrakech. Les mesures de libération, interprétées et appliquées de façon restrictive, ne touchent pas encore tous les détenus.
- 20 Avril : Le Chef de l'Etat commence la phase des consultations et remet aux partis politiques un mémorandum.

30 Avril

: - Inauguration de la 2ème session du Parlement. Aucune indication précise sur le sens des discussions à venir n'est donnée par le Chef de l'Etat.

- Libération de 10 militants incarcérés depuis Juillet 1963 dans la "Villa Mokri", siège de la police spéciale.

MAI 1965

1er Mai

: Le déroulement du 1er Mai a été la démonstration éclatante de la volonté d'action des travailleurs, des étudiants et des paysans dans toute les villes du Maroc.

2 Mai

: Mort à Tétouan du Résistant Ahmed Touzani. Ce dernier ne s'est pas relevé des mauvais traitements subis en Juillet 1963 dans les locaux de la police.

5 Mai

: Tout le monde attend la libération des dizaines de détenus politiques dont Bachir Hammou et ses compagnons.